

La brochure *Il y a dix ans, la guerre du Golfe* a été
publiée par les éditions REFLEX du réseau No Passaran
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél : 0611 29 02
Fax : 01 43 72 15 77
e-mail : reflex@ecn.org
wab : ecn.org/nopassaran



Il y a dix ans, la guerre du Golfe

Il y a dix ans était déclenchée contre l'Irak une guerre qu'on peut qualifier de Troisième guerre mondiale par l'ampleur des moyens mis en œuvre et le nombre de pays qui ont participé à la coalition, certains avec enthousiasme, comme la Grande-Bretagne, d'autres avec réserve, comme l'Espagne ou l'Italie, d'autres enfin plus ou moins contraints comme nombre de pays pauvres d'Afrique qui ont envoyé des contingents parfaitement symboliques permettant de gonfler la liste des États participant à la guerre¹. Et puis il y eut la France.

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire de cette guerre mais de proposer quelques pistes de réflexion sur sa signification.

En résumé, les thèses que nous proposons sont les suivantes :

1. Tout d'abord, l'origine d'une guerre n'étant pas forcément là où on le croit, nous suggérons que cette guerre visait autant le Koweït et l'Arabie saoudite que l'Irak lui-même ;

2. Le baratin humanitaire sur le droit international, aussi bien que le maintien en place de Saddam Hussein dix ans après la guerre n'ont pour fonction que de masquer les enjeux stratégiques des États-Unis dans le Golfe.

3. Cette guerre s'inscrivait dans un contexte général de crise économique et de récession aux États-Unis et avait pour objectif de permettre à ces derniers de surmonter cette crise ;

¹ 1. Le Sénégal, 500 soldats, le Niger 400, la Sierra Leone, une équipe médicale de 24 personnes.

4. L'occupation du Koweït n'a été que la dernière étape d'une série de revendications que l'Irak formulait, revendications dont il n'a jamais été question d'examiner ni de discuter le bien-fondé.

5. La guerre aurait pu être évitée mais des faits concordants montrent que les États-Unis ont systématiquement écarté toute solution négociée.

6. Le régime irakien, tout dictatorial qu'il soit, avait mis en place une politique de développement à long terme dont les résultats constituaient un précédent jugé comme fâcheux par les puissances occidentales et en particulier les États-Unis.

Cette analyse ne vise en aucun cas à disculper le régime irakien des atrocités qu'il a commises. Elle vise à resituer dans un contexte plus général les événements qui se sont produits dans le Golfe il y a dix ans et à montrer que le souci du droit international, de la morale, du bien-être des populations était le dernier des soucis de ceux qui ont déclenché une guerre qui aurait très bien pu être évitée.

L'essentiel des thèses exposées ici ont été rédigés dans un ouvrage publié peu après les événements² et n'en est qu'une synthèse.

L'origine d'une guerre

D'une certaine façon, on peut dire que cette guerre n'a pas commencé avec l'entrée des troupes irakiennes au Koweït mais avec la tentative d'achat de British Petroleum par le KIO, l'Office koweïtien d'investissement, en 1987. A la suite de péripéties qu'il serait fastidieux de décrire, cet Office, profitant de l'effondrement des cours de la BP, dont les actions étaient tombées de 330 à 70 pence, s'était trouvé propriétaire de 21 % des actions de cette société pétrolière et continuait à acheter. On se trouvait donc devant la situation suivante : un État membre de l'OPEP³ allait devenir le principal actionnaire d'une des plus importantes multinationales du pétrole.

² *L'Occident et la guerre contre les Arabes*, L'Harmattan.

³ Organisation des pays producteurs de pétrole.

« Les implications qu’aurait le passage de BP sous l’influence ou le contrôle d’un gouvernement détenant de substantiels intérêts pétroliers et, de plus, membre de l’OPEP soulèvent des questions d’intérêt public. »

Cette déclaration euphémistique du ministre britannique de l’Industrie et du commerce, dans un rapport de la Commission des monopoles et fusions, montre que le gouvernement de Sa Majesté prenait « l’intérêt public » très au sérieux.

Ce rapport servit d’arme dans la vigoureuse contre-offensive juridique que le gouvernement britannique allait mener pendant un an pour ramener la participation du Koweït à 9,9 % (on ne crachait pas complètement sur l’argent de l’émirat).

L’action BP étant entre-temps remontée à 249 pences, cela restait tout de même une très juteuse opération pour la famille régnante du Koweït. L’émir et mille deux cents membres de sa famille contrôlent la totalité de l’activité du pays. Il n’y a, au Koweït, aucune séparation entre les secteurs public et privé : tout est organisé de façon à garantir à la famille régnante la jouissance de ses privilèges et la perpétuation de son pouvoir⁴.

Le KIO est précisément un des instruments de ce pouvoir, un prédateur financier qui disposait d’un portefeuille d’actions à l’étranger de 90 à 100 milliards de dollars, ce qui représentait, à titre de comparaison, le double des actifs étrangers détenus par l’Arabie saoudite (environ 45 milliards de dollars). Lorsqu’on songe en outre que ces actifs détenus par le Koweït avaient été acquis des années plus tôt, à des prix très inférieurs, le portefeuille koweïtien, selon *Business Week* du 7 mars 1988, s’élevait alors à 200 milliards de dollars. Les revenus des investissements koweïtiens à l’étranger dépassaient ceux provenant du pétrole. Cet argent intéressait beaucoup les puissances occidentales.

⁴ Précisons que le Koweït, monarchie héréditaire, possédait un parlement élu depuis l’indépendance, en 1961, mais qui a été dissous en mai 1986. Une simple chambre d’enregistrement, le Conseil national transitoire, a été mise en place le 10 juin 1990 ; l’opposition a boycotté l’élection de ce conseil, réclamant un nouveau scrutin. Plusieurs membres de celle opposition ont été arrêtés.

L'expansion du KIO en Europe s'est considérablement accrue en Europe à partir de 1987. En Allemagne, il détenait 25 % de Hoechst⁵, 15 % de Metall Gesellschaft et 18 % de Daimler-Benz. Au Royaume-Uni, outre ses actions dans BP, le KIO possédait la totalité des actions d'un des cinq grands le d'immobilier, St Martin's Property Ltd, et il est entré dans le capital de la Midland, la quatrième banque du pays, dont le KIO détenait 10,6 % des titres, ce qui en faisait le deuxième actionnaire. En Espagne, le KIO détenait des participations dans les 70 premières sociétés du pays. Il acquiert en 1987 le fabricant de papier Torras Hostench, ce qui lui donne le contrôle de 17 % du capital d'Ebro, le second producteur espagnol de sucre, avec comme objectif déclaré de contrôler 51 % du secteur agroalimentaire. La seconde entreprise chimique du pays, Union Explosivos Rio Tinto (ERT), passe sous le contrôle du KIO avec la bénédiction du gouvernement espagnol et la complicité des banques de ladite entreprise. On peut ajouter également l'achat d'une compagnie d'assurances, Amaya. Le tout représente pour le seul Office koweïtien les deux tiers des investissements étrangers en Espagne.

En Italie, le KIO possédait 6,4 % du holding FIAT. En France, les Koweïtiens détiennent des participations dans la banque Paribas, dans la banque Indo-Suez, dans les sociétés financières Cerus et Parfinance, ainsi qu'un patrimoine immobilier important : Galerie des Champs, tour Manhattan à la Défense...

A titre subsidiaire, ajoutons que l'Office koweïtien détenait des parts dans 480 des plus grandes entreprises américaines...

Peu de pays du tiers monde peuvent se vanter d'un tel dynamisme financier... Les formidables revenus des émirs du pétrole sont en effet investis dans les pays occidentaux : les six pays du Golfe ne consacrent que 7 % de leurs investissements dans le monde arabe, et surtout dans le secteur de la consommation de luxe.

Ces quelques informations, qui ne représentent que d'une façon très schématique le poids financier de l'oligarchie qui a été restaurée au Koweït au nom du droit international, ne doivent pas être écartées

⁵ Hoechst contrôle à plus de 50% 372 sociétés à l'étranger .

à l'occasion d'une réflexion sur la situation excessivement complexe issue de l'invasion irakienne du pays. Elles permettent sans aucun doute d'expliquer la promptitude de la réaction des États-Unis et de l'Angleterre, ainsi que la division du monde arabe face au soutien qu'il devait porter à une famille régnante dont la légitimité n'est que celle du dollar ou de la livre sterling⁶.

Il reste que même si l'émir Cheikh Jaber al Ahmed Al Sabah n'avait pas été réinstallé sur son trône, son pouvoir financier n'aurait pas été atteint si on excepte les revenus du pétrole.

« Par son insatiable voracité le KIO a aujourd'hui un rôle historique de catalyseur : il accélère le rythme de la concentration du capital non seulement par la foudroyante rapidité de ses assauts mais aussi par les fusions défensives qu'il suscite. » (Frédéric F. Clairmonte, *La finance koweïtienne se taille un empire*, *Le Monde diplomatique*, janvier 1989.)

Clairmonte termine son article en faisant un parallèle entre la situation actuelle et les énormes concentrations industrielles qui ont eu lieu entre les deux guerres, dont le résultat a été la « constitution d'un oligopole mondial et une manipulation des prix à un niveau incontrôlable pendant la période de l'entre-deux guerres. Aujourd'hui les mêmes causes sont en train de produire les mêmes effets ». L'enjeu de l'intervention au Moyen-Orient n'était donc pas seulement pour les grandes puissances impérialistes une question d'approvisionnement pétrolier, comme on voudrait nous le faire croire. L'intervention occidentale dans le Golfe visait en fait moins à protéger un élément clé du club financier international qu'à le *liquider*. L'enjeu était le contrôle, par les puissances impérialistes, de la colossale rente pétrolière du Koweït et de l'Arabie saoudite.

De fait, après la guerre du Golfe, le KIO a eu quelques déboires, notamment en Espagne, où l'empire financier koweïtien s'est effondré au début de l'année 1993 en provoquant un énorme scandale financier et politique. Les 25 milliards de francs d'investissements du KIO se sont littéralement envolés. L'économie

⁶ Le Koweït a une population de 1 870000 habitants. dont 60% d'immigrés.

koweïtienne, ainsi que celle de l'Arabie saoudite se sont trouvées sérieusement mises à mal à la suite de la guerre. Le remboursement des colossaux frais de la guerre – qui n'a pas coûté un sou aux États-Unis, l'achat de matériels de guerre américains pour que ces pays assurent leur « défense », la reconstruction, etc., ont cassé le dynamisme financier et spéculatif du Koweït et de l'Arabie Saoudite, lourdement endettés à la suite de la guerre, qui aura donc aspiré vers les États-Unis des sommes considérables.

La dette de l'Irak

Comme tous les pays du tiers monde, l'Irak se trouvait confronté au problème insurmontable de la dette, avec cette différence qu'il était ruiné par presque dix ans d'une guerre qui faisait bien les affaires des Occidentaux, et que ses revenus étaient limités par les bas prix du pétrole. Le pays se trouvait donc dans l'incapacité de faire face aussi bien aux échéances financières qu'aux nécessités de la reconstruction.

La dette que l'Irak a accumulée pendant la guerre avec l'Iran s'élevait à 70 milliards de dollars, se répartissant ainsi : 40 vis-à-vis de l'Occident, de l'URSS et du tiers monde, et 30 vis-à-vis des pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite et le Koweït. La dette envers la France s'élevait à 28 milliards de francs (entre 5 et 6 milliards de dollars). Les crédits se faisant rares pour ce pays incapable de rembourser, l'Irak se trouvait mis à l'écart de la « communauté financière internationale ».

La brutalité des méthodes employées par Bagdad ne rendait pas les choses plus faciles et ont rebuté les plus gros prêteurs. Il ne s'agit évidemment pas de brutalité en matière de droits de l'homme mais de violation des usages financiers, beaucoup plus choquants pour les gros créanciers. Le gouvernement irakien, sous des prétextes stratégiques, maintenait le black-out sur les données budgétaires ; aussi les prêteurs étaient-ils confrontés à une quasi-absence de données chiffrées, aggravée par la multiplication des contentieux, par le non-paiement des intérêts, etc., alors que se poursuivaient des plans de reconstruction ambitieux malgré une situation financière dramatique.

Par ailleurs, le gouvernement irakien refusait de normaliser le traitement de sa dette en négociant avec le Fonds monétaire international (FMI). Il se trouvait dans l'incapacité de faire face aux échéances et a accumulé les retards, les impayés avec ses fournisseurs et ses créanciers, qui lui ont coupé les crédits. Ce qui n'empêchait pas Saddam Hussein de continuer des importations civiles à raison de 11 milliards de dollars et des importations militaires pour 5 milliards.

Le « crime » principal de Saddam Hussein, aux yeux de l'impérialisme, n'était pas de porter atteinte aux droits de la personne ni de massacrer toute opposition, car l'impérialisme se moque de ce genre de considération, il était de vouloir faire de son pays un « pays industrialisé autonome ». C'est pourquoi il avait engagé pour plus de 7 milliards de dollars dans des projets à court terme dans les secteurs pétrolier et gazier, mais aussi dans les matières premières (phosphates, soufre), dans les industries légères (textile, automobile, agroalimentaire), dans l'industrie militaire, dans l'agriculture et même dans la reconstruction proprement dite.

Le programme de reconstruction, après la guerre Iran-Irak, estimé à 60 milliards de dollars, engagés à moyen et long terme, était impossible à réaliser dans les conditions de l'époque. Le bas niveau du prix du baril de pétrole suffisait tout juste à payer les importations courantes sans régler le problème de la dette. Or, pour compliquer les choses, le prix du brut chuta de nouveau au cours du printemps 1990, acculant l'Irak à la faillite. Un accord obtenu à l'OPEP fin juillet devait soulager un peu l'Irak du poids de sa dette en lui rapportant 6 milliards de dollars de plus grâce à la remontée du cours du baril de 14 à presque 20 dollars, mais cela représentait peu de chose par rapport au total des sommes dues.

Ces quelques informations chiffrées permettront sans doute de mieux situer le problème du conflit entre l'Irak et les États industrialisés. Il nous semble nécessaire, en la circonstance, de distinguer ces faits à la fois de l'aspect peu engageant du régime mis en place par Saddam Hussein et de la personnalité même de ce dernier. Présenté comme un diable par les médias, il ne l'est pas plus que bien des dictateurs soutenus par les États occidentaux, et le

gouvernement français moins que tout autre est en position de donner des leçons, qui a si longtemps soutenu des potentats africains et qui accueille sur son sol l'ancien dictateur haïtien. Le régime de Saddam Hussein n'est pas plus repoussant que celui de Pinochet, ou, pour remonter un peu plus loin, que celui qui, en Indonésie en 1965, a massacré 500 000 communistes, en grande partie sur les indications des services de l'ambassade américaine qui avaient depuis longtemps constitué des fichiers... Du point de vue des droits de la personne humaine, Saddam Hussein et son régime n'ont rien de plus que tous les régimes qui ont été ou qui sont encore soutenus par l'Occident. Notre intention n'est évidemment pas de disculper Saddam Hussein mais de montrer que ce n'est pas ce critère-là qui a été déterminant dans la réaction occidentale.

Lorsque Saddam Hussein n'était qu'un banal dictateur et rien d'autre, c'est-à-dire lorsqu'il arrêtait, torturait les opposants, gazait les populations civiles iraniennes et kurdes sans menacer l'approvisionnement en pétrole occidental, aucun des gouvernements qui lui prêtait de l'argent, lui livrait des armes, du matériel informatique pour construire des fusées, n'a cru devoir protester ; pourtant, là se trouvaient de bonnes raisons pour organiser des représailles économiques.

La vérité est que le dictateur irakien n'est pas un dictateur comme les autres, mentionnés ci-dessus. Si lui et sa famille ne s'appauvrissent certes pas à l'exercice violent du pouvoir, le régime, à la veille de la guerre, avait un projet politique, et pas seulement national :

1. Tout d'abord il visait à mettre en place une infrastructure économique de type occidental, et il y réussissait. On a beaucoup parlé des otages occidentaux dans les lieux susceptibles d'être bombardés. Le système des « otages » avait été mis en place depuis longtemps. Lorsqu'une firme occidentale implantait une usine dans le pays, les ingénieurs et techniciens occidentaux se voyaient interdire de repartir tant qu'ils n'avaient pas formé le personnel autochtone de telle façon qu'il puisse se passer de leur aide. C'est une approche radicalement différente de celle de nombreux pays du

tiers monde où l'installation d'usines par les Occidentaux ne vise qu'à accroître la dépendance technologique.

2. Ensuite le régime avait une politique d'intervention volontariste au niveau de la population, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation ou de la formation de spécialistes et de scientifiques. Le taux d'alphabétisation y était très élevé, et le taux de vaccination de la population y était plus élevé qu'aux États-Unis.

3. Enfin, l'Irak avait une politique régionale ambitieuse, qui était réellement dérangeante pour les grandes puissances. Il s'agit évidemment de l'opposition à la politique israélienne d'hégémonie sur le Proche-Orient, mais aussi d'un véritable impérialisme régional. Saddam Hussein se considérait comme le défenseur de l'arabisme, de la Mauritanie à l'Ouest, au Soudan au Sud. Des bourses d'études permettaient à des jeunes de ces pays de venir étudier en Irak, par exemple.

Si le projet de Saddam Hussein avait réussi, cela aurait pu conduire à la constitution d'un bloc arabe plus solide face au monde occidental, à une modification du rapport des forces entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs, dans le sens d'un ajustement des prix plus favorable aux premiers.

Un pays en réel développement

Grâce aux retombées du premier choc pétrolier, qui avait quadruplé le prix du baril, l'Irak commence à développer des infrastructures, entame un début d'industrialisation, lutte efficacement contre l'analphabétisme.

L'Irak dénonce les monarchies corrompues du Golfe, rejette tout compromis avec Israël. En 1974 Saddam Hussein soutient le Front du refus et abrite le groupe terroriste d'Abou Nidal qui organise des assassinats de cadres modérés de l'OLP. En 1978, Saddam Hussein opère un tournant, il rompt l'alliance avec les communistes, distend ses relations avec l'URSS et se rapproche des émirs du pétrole. En 1979 éclate la révolution iranienne. Saddam Hussein se pose en « gendarme du Golfe ».

L’Egypte ayant signé les accords de Camp David, Saddam Hussein se pose en dirigeant du monde arabe. L’Irak est le seul pays arabe à disposer d’une population nombreuse et de grandes richesses pétrolières.

Jusqu’en 1979, Saddam Hussein écrase dans le sang toute forme d’opposition à sa dictature personnelle, que ce soit la rébellion kurde, les communistes de toutes tendances, des fractions de son propre parti. Saddam Hussein, à la veille de la guerre contre l’Iran, déclenchée en septembre 1980, concentre entre ses mains tout le pouvoir et organise à son bénéfice un écœurant culte de la personnalité. En effet, pendant les dernières années de sa présidence, le général Bakr ne jouera qu’un rôle honorifique, avant son départ à la retraite pour « raisons de santé », le 17 juillet 1979.

En 1974, les partis nationalistes kurdes d’Irak avaient déclenché une guerre avec l’appui du shah d’Iran, des États-Unis et d’Israël. Nous étions au lendemain de la guerre israélo-arabe d’octobre 1973, un règlement négocié du conflit semblait alors en vue et Bagdad faisait une surenchère nationaliste sur ses rivaux arabes, l’Egypte et la Syrie, qui se concurrençaient pour le leadership du monde arabe. Le soulèvement kurde mit le régime irakien en sérieuse difficulté car celui-ci n’avait pas encore développé sa politique d’armement intensif consécutive au boom pétrolier de 1974.

Le shah voulait neutraliser l’Irak pour contrer les activités de ce pays dans la province iranienne du Khouzistan, au Sud. Les États-Unis voulaient régler leurs comptes avec un pays qui avait signé un traité d’amitié avec l’URSS, et fournirent des armes aux Kurdes, par l’intermédiaire de l’Iran. L’URSS, voulant sanctionner la répression des communistes par Saddam Hussein, fit l’embargo sur les armes et les pièces de rechange. Saddam Hussein était au bord du gouffre. Il réagit en s’entendant avec le shah. En mars 1975, il signe donc l’accord d’Alger qui équivaut littéralement à l’achat par l’Irak de la survie du régime en échange du règlement du contentieux territorial, terrestre et fluvial, aux conditions du shah. Conformément aux termes de l’accord, le shah coupa brutalement l’aide et l’asile qu’il accordait jusque-là aux Kurdes. Les Kurdes, dont toute l’histoire récente est faite de mauvais choix en matière d’alliés – mais ont-ils vraiment le choix ? – furent écrasés. Le répit ainsi accordé fut

consacré, grâce à l'accroissement considérable des revenus pétroliers et aux facilités de crédit qui en découlaient, à renforcer la dictature totalitaire de Saddam Hussein. Le régime acquit une quantité énorme d'armements, mais prit désormais soin de diversifier ses approvisionnements : au lieu de dépendre de la seule URSS à 95 % comme en 1974, l'Irak ne lui achètera en 1989 que 53 %, l'autre principal fournisseur étant... la France.

La militarisation du pays, l'engagement d'une proportion importante des forces productives et de la main-d'œuvre dans l'appareil militaire ou dans la bureaucratie d'État, ainsi que le manque chronique de main-d'œuvre qualifiée, imposent au pays l'emploi d'énormes contingents de travailleurs immigrés, ouvriers qualifiés ou paysans, égyptiens pour la plupart, dont beaucoup seront enrôlés de force pendant la crise consécutive à l'annexion du Koweït. Leur nombre s'accroîtra encore pendant la guerre avec l'Iran, pour atteindre presque deux millions. L'Irak consacrait 51 % de son PNB à l'armée. A titre de comparaison, Israël, 24,4 % ; la France, 4 % ; les États-Unis, 4,7 % ; et la Grande-Bretagne, 3,1 %. Les effectifs de l'armée française représentaient 255 000 militaires d'active, 303 000 en comptant la gendarmerie, ou 410 000 avec les appelés. L'Irak avait une armée de un million d'hommes pour 18 millions d'habitants...

Cependant, la politique d'armement n'est qu'un des aspects du projet du régime. Il a en effet à son actif de nombreuses réalisations positives qui tranchent considérablement avec d'autres régimes dictatoriaux du tiers monde : importants travaux d'infrastructure, investissements industriels et agricoles, éducation, statut de la femme et laïcisation. Mais un tel programme s'accompagne également d'une hypertrophie de la bureaucratie administrative, politique et policière qui constitue la base sociale du régime. Si le clan des Takriti, qui contrôle le pouvoir, s'enrichit considérablement, il reste que l'essentiel des ressources du pays est investi sur place, ce qui situe Saddam Hussein à un niveau très différent de dictateurs comme Mobutu ou Houphouët-Boigny.

Conscient de l'importance de former du personnel qualifié, le gouvernement lance une campagne très volontariste d'instruction,

visant à la scolarisation obligatoire des enfants de 6 à 12 ans et d'alphabétisation pour tous les illettrés. Cette campagne avait été préparée pendant des années par la construction d'écoles et la formation d'instituteurs. Selon Hélène Descamps⁷, « contrairement aux pays du tiers monde dont les étudiants se précipitent dans les facultés de droit, l'Irak cherchait surtout à former des agronomes, des ingénieurs et des techniciens ». Le Premier ministre adjoint, lié avec une organisation palestinienne de Beyrouth, recruta des spécialistes : « Des milliers d'ingénieurs et de techniciens qualifiés de la diaspora palestinienne étaient répartis dans le monde. Certains étaient diplômés d'instituts américains comme le célèbre MIT. Pour le compte de Saddam Hussein, Hissib Sabbagh se lança à leur chasse et leur offrit de travailler en Irak », dit Kenneth Timmerman, envoyé comme expert de l'ONU en Irak après la guerre du Golfe (cité par Hélène Descamps). Un journal anglais, *The Independant*, fait état de 4 000 savants et chercheurs égyptiens, marocains, palestiniens, algériens, syriens, qui auraient abandonné de confortables situations en Amérique du Nord, en Grande-Bretagne ou au Brésil. Le gouvernement irakien finança des milliers de bourses pour ses étudiants en Europe et aux États-Unis. Il n'est donc pas étonnant que les experts de l'ONU, visitant le pays ravagé après les bombardements, aient déclaré être « effrayés » par le haut niveau des scientifiques irakiens.

Lorsque Saddam Hussein succéda officiellement au général Bakr, en janvier 1979, il liquida physiquement, sous prétexte de complot, de nombreux dirigeants baasistes opposés à cette succession. Répression, terreur, Saddam Hussein inaugure son règne dans un bain de sang de membres de son propre parti. L'accident d'hélicoptère devient un sport national pour les généraux du pays.

Il cumulera toutes les fonctions : président de la République, Premier ministre, commandant en chef de l'armée, président du conseil de commandement de la révolution, etc. Il multiplie les services de renseignement et de répression, qui rendent compte à

⁷ Hélène Descamp était une dame qui, pendant la guerre du Golfe, tenait un journal manuscrit, *la Gazette Saint-Jacques*, extrêmement bien informé.

son état major composé de membres des clans Al-Takriti et Al-Douri.

La base sociale de la dictature de Saddam Hussein repose sur une bureaucratie civile pléthorique, militaire et policière, et s'organise selon des cercles concentriques déterminés essentiellement par l'appartenance familiale, clanique ou provinciale du dictateur. Cette base sociale tire ses revenus de la rente pétrolière de l'Etat, qui distribue gratifications et prébendes. La rente pétrolière assure en outre :

- Les besoins de développement d'un pays qui n'a que le pétrole comme source de devises et doit importer presque toute sa consommation alimentaire ;
- Un budget militaire colossal, nécessaire à la pacification permanente du Kurdistan irakien et à la confrontation permanente avec la Syrie (conflit politique avec le régime baasiste concurrent), l'Iran (revendications territoriales) et la Turquie (contentieux hydraulique concernant les eaux de l'Euphrate). Sans parler des dépenses liées à la prétention de Saddam Hussein à se poser en dirigeant des peuples arabes, menacés par les États-Unis et l'expansionnisme israélien.

Saddam Hussein voulait réparer l'humiliation de 1975. L'Iran avait une population trois fois plus nombreuse et d'énormes moyens financiers et militaires, aussi Saddam Hussein tenta-t-il sans succès une union avec la Syrie en 1979, ce qui l'aurait porté à la direction du monde arabe, l'Égypte étant alors hors course après avoir signé, sous le parrainage des États-Unis, les accords de Camp David avec Israël.

L'effondrement du régime du shah, la dislocation de l'armée iranienne et la rupture des liens entre l'Iran et leur allié et fournisseur américain tombèrent alors à pic. Le nouveau régime en Iran déployait en outre une intense propagande contre le pouvoir « athée » de Bagdad et tentait, sans succès d'ailleurs, d'en appeler aux chiïtes irakiens contre le pouvoir. Toutes les conditions d'une guerre étaient réunies. Saddam Hussein déclare nul l'accord d'Alger.

En 1980, avec la bienveillance de l'Occident, Saddam Hussein lance en septembre ses troupes contre l'« ennemi perse ». Son intention était de s'emparer du Khouzistan, principale région pétrolière d'Iran, mais peuplée d'une minorité ethnique arabe (et aussi de Kurdes), ce qui aurait fait de l'Irak le principal exportateur mondial de pétrole. Il revendique en outre le contrôle total du Chatt El-Arab, confluent du Tigre et de l'Euphrate, long de 200 km, qui se jette dans le Golfe. La guerre, qui devait être courte, dure huit ans. Le « danger islamique » justifiera l'engagement de l'Occident aux côtés de Bagdad.

Se présentant comme le rempart contre la subversion khomeiniste, Saddam Hussein entendait en outre faire financer l'effort de guerre par les autres États pétroliers du Golfe. Mais ce serait une erreur de ne présenter le dictateur de Bagdad que comme un instrument de l'impérialisme américain. Que les intérêts de l'un et de l'autre aient concordé à ce moment-là, cela est certain, mais le régime irakien avait une base sociale, politique et économique suffisamment développée pour élaborer de façon autonome un expansionnisme régional.

Saddam Hussein fit alors la même erreur que les Occidentaux en écrasant l'Irak dix ans plus tard : il n'envisagea pas que la guerre avec l'Iran allait créer un sursaut nationaliste et renforcer à la fois la cohésion du régime islamiste chiite en Iran et la capacité de résistance de la population. L'Iran contre-attaque et, en 1982, l'armée irakienne bat en retraite : la guerre se poursuit désormais en Irak. Saddam Hussein ne put renverser la situation qu'en imposant une effroyable tension au peuple irakien, et grâce au soutien accru et intéressé des bailleurs de fonds et des fournisseurs d'armes de l'Ouest comme de l'Est.

Le régime des mollahs se voit imposer un cessez-le-feu qu'il avait systématiquement refusé lorsqu'il était en position avantageuse. La victoire revient à l'Irak mais à un prix colossal. 300 000 morts irakiens (700 000 Iraniens), et combien d'estropiés, d'orphelins, de veuves ?

Un endettement de 70 milliards de dollars, un coût global de 250 milliards de dollars, incluant le manque à gagner, les destructions,

l'effort de guerre. Et le contentieux avec l'Iran n'est même pas réglé! Il faut donc maintenir une armée d'un million d'hommes, un Irakien sur 18 !

La France contribua pour jusqu'à 50 % de ses exportations d'armes à l'approvisionnement de l'Irak : les missiles antiaériens Crotale de Thomson, les missiles antichar Milan et Hot et les exocets d'Aérospatiale, les missiles air-air Magic de Matra, les Super-Etendard et les Mirage FI, firent merveille.

Bilan de la guerre Iran-Irak

Le bilan, à la fin de la guerre Iran-Irak, n'est que relativement positif... pour l'administration américaine : l'Iran est exsangue, affaibli. Mais l'Irak, surarmé, qui a des liens privilégiés avec la France et la Russie, est devenu encombrant. Et, surtout, l'Arabie saoudite, qui est politiquement très docile, s'obstine à refuser la présence de soldats américains sur son territoire.

Pour l'Irak, en revanche, le bilan est catastrophique. La crise financière de l'Irak atteint des proportions considérables. Les bailleurs de fonds du Golfe réduisent les versements, une fois la guerre terminée, et ne se font aucune illusion quant au remboursement des prêts qu'ils avaient accordés à Saddam Hussein en échange du massacre de 300 000 Irakiens.

L'Irak se trouve donc dans l'incapacité de faire face aussi bien aux échéances financières qu'aux nécessités de la reconstruction. Le programme de reconstruction, estimé à 60 milliards de dollars engagés à moyen et long terme, est impossible à réaliser à la veille de la guerre du Golfe, et pour compliquer les choses, le prix du brut chuta de nouveau au cours du printemps 1990, acculant l'Irak à la faillite.

Saddam Hussein était parfaitement justifié de rappeler alors que le Koweït et les émirats, qui surproduisaient leur pétrole, étaient responsables du haut niveau des prix, et qu'ils faisaient perdre des milliards de dollars à l'Irak (et, incidemment, à l'Iran, tout aussi concerné par cet aspect du problème).

Après la guerre, éclate en Irak le mécontentement populaire né des restrictions économiques et de l'absence de libertés. Le niveau

de vie de la population irakienne chute considérablement. La crise économique et sociale prend des proportions qui menacent le régime. Les premiers touchés sont évidemment les travailleurs immigrés qu'on renvoie chez eux. Pour éviter des explosions populaires, Saddam Hussein lâche un peu de lest en organisant un simulacre d'élections avec candidatures multiples, mais soigneusement contrôlées, bien sûr, et accorde des facilités au secteur privé.

Il craint en outre une armée trop puissante : plusieurs généraux disparaissent opportunément dans des « accidents d'hélicoptère », et en juillet 1990, quarante officiers supérieurs sont arrêtés.

Ces mesures, évidemment, ne modifient pas l'ampleur de la crise du régime ni les tensions sociales. Aussi Saddam Hussein, par la menace directe, tente d'obtenir des émirats les sommes qu'ils lui refusent, exige l'effacement des dettes de l'Irak et une aide pour la reconstruction. N'a-t-il pas combattu pour leurs intérêts ? Les émirats refusent, et le petit Koweït, qui s'était vu demander 30 milliards, n'est pas le moins ferme dans son refus. Saddam Hussein menace ouvertement les émirats du recours à la force, en juillet 1990. Il déploie ses forces à la frontière du Koweït, sans résultat : l'émir Jaber s'obstine à résister aux menaces.

Cette fermeté a étonné plus d'un observateur, à l'époque, et on saura qu'en réalité il existait alors une étroite collaboration entre le Koweït et les services secrets américains, qui encourageaient le petit émirat dans son refus.

En novembre 1989 eut lieu en effet un entretien entre le directeur de la CIA, William Webster, et le directeur de la sécurité nationale du Koweït, Fahd Ahmad Al-Fahd, lequel écrivit à son ministre de l'Intérieur, le 14 novembre :

« Nous sommes convenus, avec le côté américain, qu'il était important de profiter de la détérioration de la situation économique en Irak pour amener le gouvernement de ce pays à définir notre frontière commune. La CIA nous a exposé les moyens de pression qu'elle considérait comme appropriés, en précisant qu'il faudrait instaurer une large coopération entre

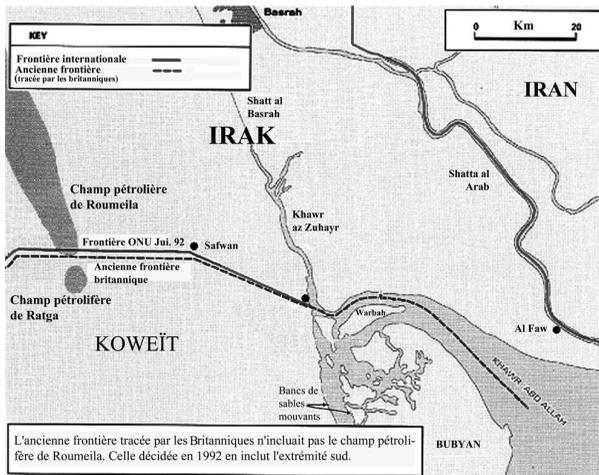
nous, à condition que ces activités soient coordonnées à un haut niveau... »

Le paragraphe 8 de ce document dit :

« Le côté américain a mis à notre disposition un téléphone spatial pour encourager un échange rapide d'idées et d'informations ne demandant pas de communication écrite. Le numéro de téléphone, qui est celui de la ligne privée de M. Webster, est le (202) 659 5241 » (Cf. Pierre Salinger et Eric Laurent, *Guerre du Golfe*, Olivier Orban éd., pp. 291-293.)

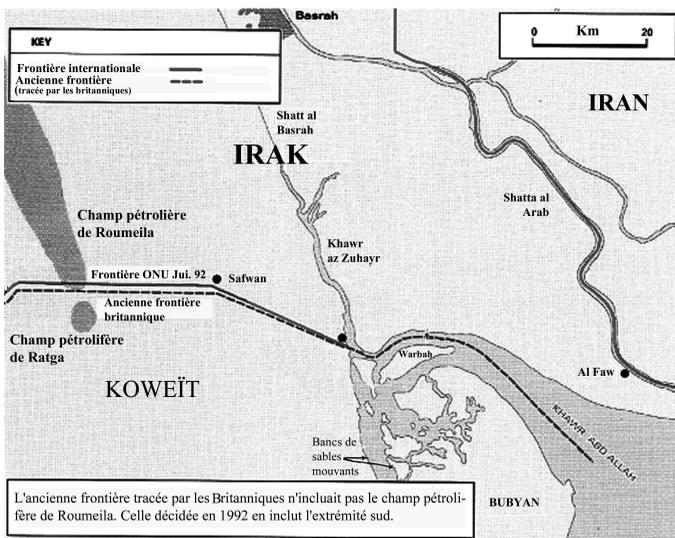
Le 31 juillet 1990 a lieu à Djeddah une conférence des chefs arabes. Saddam Hussein réclame :

1. La location des îles de Warbah et Boubiyan (marécageuses et inhabitées) qui bloquent son accès à la mer. L'Irak a très peu de côtes, et celles-ci sont encombrées de marais et de bancs de sable. Saddam Hussein a fait construire un port, Oum al-Qasr, mais les pétroliers, dès qu'ils sortent du port, se trouvent dans les eaux territoriales koweïtiennes, et les deux îles en question verrouillent littéralement l'accès de l'Irak à la mer.



Ces îles ont été généreusement données au Koweït par l'Angleterre dans l'intention évidente d'empêcher l'Irak, dont 95 % des exportations sont le pétrole, d'accéder à la mer.

2. Le règlement du différend frontalier avec le Koweït sur les champs pétrolifères de Roumaylah. Le gisement de Roumaylah, dont la presque totalité est située sur le territoire irakien, mais dont une petite partie déborde sur le Koweït, devait être l'objet d'une négociation. En réalité il y a un grand flou sur cette question. L'Institut géographique national de Paris confirme qu'on ne trouve pas de carte de l'Irak dans le commerce. En revanche, une carte éditée par la maison suisse Hallwag confirme que ce gisement, long de 80 km, en forme de haricot, est en Irak. Seule une minuscule partie, au sud, se trouve au Koweït. Cette partie koweïtienne du gisement de Roumaylah est tellement petite qu'une carte éditée par la Gulf Union Company de Koweït-City ne l'indique même pas. La frontière définie par les Britanniques, qui faisait foi avant 1991, ne contient pas par le champ pétrolifère. Celle de 1992, revue par l'ONU, c'est-à-dire par Bush, le traverse, au Sud.



Le Monde du 24-25 janvier 1991 révèle un plan de paix soviétique en six points, accepté par Saddam Hussein :

« L'Irak accepte la résolution 660 du Conseil de sécurité des Nations unies qui exige le retrait immédiat et sans condition de ses forces du Koweït, jusqu'aux positions qu'elles occupaient avant l'invasion du 2 août dernier. »

Les choses sont claires. Un ultimatum américain est aussitôt présenté, dans lequel Bush déclare que « l'Irak doit se retirer de toutes les positions retranchées le long des frontières saoudo-irakiennes et saoudo-koweïtiennes, des îles de Boulyane et Warbah et du champ pétrolier de Roumaylah. » Voilà donc l'enjeu réel. En 1961, lors de l'accession du Koweït à l'indépendance, la Ligue arabe avait laissé le gisement de Roumaylah à l'Irak, mais l'émir n'avait pas accepté la décision.

Tarek Aziz, le ministre irakien des Affaires étrangères était, semble-t-il, parfaitement fondé à dire, dans une note du 16 juillet 1990 au secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, que le Koweït, pendant les années de guerre avec l'Iran, avait entrepris d'édifier des installations militaires, des infrastructures pétrolières et des exploitations agricoles sur le sol irakien.

« Il a installé une infrastructure pétrolière sur la partie sud du champ irakien de Roumaylah et a commencé à en extraire le pétrole. Il s'est avéré qu'il inondait le marché mondial avec du pétrole dont une partie provient du champ de Roumaylah. »

Si on en croit cette note, les koweïtiens auraient donc franchi la frontière pour pomper du pétrole en Irak... L'existence de ces champs pétrolifères et l'enjeu qu'ils représentent a toujours été sous-estimé, voire passé sous silence par les médias. Il n'était pas concevable, en effet, de présenter le Koweït – soutenu par les États-Unis – comme l'agresseur...

Depuis, M. Bush a décidé d'annexer, par émir du Koweït interposé, les gisements et installations pétroliers de cette région. En effet, le 16 avril 1992, la commission spéciale des experts de l'ONU

annonce que les travaux de rectification de frontière entre l'Irak et le Koweït sont achevés. Le Koweït annexe littéralement les trois-quarts du gisement, et reçoit même les deux tiers du port d'Oum-al-Qasr, le seul débouché maritime de l'Irak. La décision parut tellement inique que même le roi Fahd d'Arabie saoudite protesta ! Bush n'est pas motivé par un amour immodéré pour l'émir du Koweït, il n'est pas un philanthrope : simplement, la colossale rente pétrolière des monarchies du Golfe, Koweït en tête, va immédiatement et presque intégralement s'investir dans les pays industrialisés, États-Unis en tête, alors qu'en l'Irak elle sert pour une part non négligeable au développement du pays. Ça fait quand même une différence.

3. Enfin, troisième réclamation de Saddam Hussein : un prêt ou un don de 10 milliards de dollars en dédommagement du pétrole indûment extrait par le Koweït dans cette région. L'émir du Koweït annonce au dernier moment qu'il ne se rendra pas à la conférence et envoie son héritier, le prince Saad, ce qui fut interprété comme une injure. Le prince accepte l'idée du prêt, mais pour... 9 milliards de dollars. Nouvelle injure. Conciliant, le roi Fahd d'Arabie saoudite propose de verser le milliard qui manque. Mais Saad, alors, exige en échange de son prêt que l'Irak reconnaisse les frontières contestées. Devant la violente réaction de Saddam Hussein, le prince rétorque : « Ne nous menacez pas, le Koweït a de puissants amis... »

Si on relie tout cela à la déclaration que l'ambassadrice des États-Unis, Mme Glaspie, fera à Saddam Hussein le 25 juillet suivant : « Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits entre pays arabes, comme votre litige avec le Koweït. (...) James Baker a demandé à notre porte-parole d'insister sur ce point », on est pris comme d'un vertige... Par cette déclaration, Saddam Hussein reçoit implicitement, par ambassadrice des États-Unis interposée, le feu vert pour envahir le Koweït alors que, par ailleurs, la CIA complotait avec le Koweït contre l'Irak. Le régime de Saddam Hussein est dans une situation de crise insurmontable. Des troubles politiques et sociaux d'une ampleur sans précédent menacent d'éclater.

Pour se garder sur son flanc oriental – la frontière avec l’Iran – Saddam Hussein obtient la cessation de l’état de guerre avec ce pays en échange de concessions énormes : l’accord d’Alger est réactivé. La terrible guerre de 8 ans contre l’Iran n’a servi à rien !

Saddam Hussein se trouve confronté à une alternative simple : faire face aux problèmes économiques et sociaux nés des privations de la guerre, résoudre la question des revendications politiques de la population, c’est-à-dire en fait courir le risque de l’effondrement de son régime ; ou fuir en avant et engager son pays dans une nouvelle guerre. Il choisit la seconde solution et improvise littéralement l’invasion du Koweït en appliquant la formule : « fonçons et on verra bien », mais sans s’aménager de voie de retrait. Les troupes irakiennes entrent dans le Koweït le 2 août 1990. Bagdad déclare tout d’abord que l’intervention irakienne avait été faite à la demande d’un pouvoir révolutionnaire Koweïtien, mais cette explication est si peu crédible que Saddam Hussein annexe purement et simplement le territoire Koweïtien peu après.

Si, du point de vue du pouvoir en place, il y avait des raisons objectives – revendications territoriales, surproduction de pétrole au Koweït qui faisait baisser les prix – pour qu’une crise éclate, le fait que cette crise se soit manifestée sous la forme la plus extrême, une occupation militaire qui suivait presque immédiatement une guerre terrible de huit ans avec l’Iran, n’est pas fortuite. C’était essentiellement parce que Saddam Hussein y voyait la seule manière de régler ses propres problèmes politico-économiques internes. C’était, avant toute chose, une guerre dirigée par le pouvoir irakien contre les masses populaires irakiennes.

Par ailleurs, si les puissances occidentales ne sont pas innocentes dans l’entrée en guerre de l’Irak contre l’Iran, il ne faut pourtant pas ignorer que le pouvoir irakien avait une politique d’expansion qui se suffisait largement à elle-même. Saddam Hussein, en effet, revendique la direction du monde arabe. Il considère qu’il existe trois fronts qui délimitent les frontières du monde arabe à défendre :

- La limite occidentale face au monde noir était la Mauritanie, en grande partie occupée par des populations noires, qu'il fallait arabiser ;
- La limite du front Sud face à l'Ethiopie, était le Soudan, peuplé lui aussi en partie de populations noires ;
- La limite du front oriental était l'Irak face à l'Iran.

Dans le cadre de ces pôles, l'Irak a voulu intensifier ses relations avec chaque Etat frontière. Saddam Hussein a donc soutenu en Mauritanie et au Soudan une politique d'arabisation forcée et de « dénégrification » de ces pays allant jusqu'à la déportation – 300 000 Noirs mauritaniens vivent aujourd'hui au Sénégal et au Mali dans des conditions terribles. Il est difficile de ne pas considérer de telles positions comme impérialistes, même s'il s'agit d'un impérialisme régional sans commune mesure, quant aux moyens, avec l'impérialisme des grandes puissances occidentales.

La crise dans les pays arabes

Au début des années 70, environ 650 000 Arabes travaillaient au Proche-Orient hors de leurs frontières. Au début des années 80 le chiffre monte à 3,7 millions. Les transferts d'argent ainsi effectués représentaient, en 1970, 3 % du PNB égyptien, et 10 % en 1980. L'ensemble des transferts des ouvriers arabes travaillant dans Etats producteurs de pétrole au Proche-Orient permettait de faire vivre des dizaines de millions de personnes en Égypte, au Soudan, en Jordanie, dans les territoires occupés par Israël, en Syrie, au Yémen. Les rapatriements de capitaux effectués par l'ensemble des ouvriers jordaniens représentaient 28 % du PNB de leur pays.

La chute du prix du pétrole, orchestrée depuis 1986 conjointement par Washington, le Koweït, les émirats et l'Arabie saoudite, avait entraîné la diminution de l'émigration, vers le Golfe, des Arabes originaires des pays à forte population mais qui ne possèdent pas d'or noir. A leur place, une main-d'œuvre asiatique, jugée plus docile, fut embauchée.

Mais qu'on se rassure, la chute du pétrole ne fut pas accompagnée d'une diminution des recettes des pétromonarchies du Golfe, dans la mesure où ces dernières augmentaient leurs quotas de production. On oublie d'ailleurs souvent de préciser qu'un des griefs de Saddam Hussein envers le Koweït est que l'émirat avait dépassé de 30 %, les quotas qui lui étaient accordés, ce qui contribuait à maintenir le prix du baril à un niveau trop bas. Le fait que Saddam Hussein soit un dictateur ne retire rien au fait que ce grief-là pouvait être justifié : l'Irak, par ailleurs surendetté par la guerre qu'il avait menée contre l'Iran au nom de l'Occident et des pétromonarchies, voyait ses recettes diminuer de 30 % du fait de la surproduction globale de pétrole.

D'autre part, l'aide au développement que les pétromonarchies accordaient aux pays arabes non producteurs de pétrole avait considérablement diminué, passant de 4,23 % de leur PNB en 1976 à 0,86 % en 1986...

La crise de la dette était devenue insupportable en Égypte, en Jordanie, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, alors que les prêts occidentaux se tarissaient. La dépendance alimentaire prend des proportions tragiques. Au début des années 70, les pays arabes importaient 2,5 milliards de dollars de produits alimentaires, mais 25 milliards en 1989, et on en prévoyait 40 milliards dix ans plus tard. Quatre pour cent de la population mondiale consommera alors 20 p. cent des exportations mondiales de produits alimentaires.

Dans un tel contexte on conçoit que les revendications de légalité internationale clamées par les Occidentaux ne retiennent pas spécialement l'attention des populations arabes. On conçoit également que Saddam Hussein puisse être perçu comme le défenseur des Arabes pauvres et le pourfendeur des émirs riches. C'est là une mystification dont a pu jouer Saddam Hussein, et dont il joue encore, et qui risque de provoquer un difficile réveil pour ceux des Arabes qui se font des illusions – mais ceux-là sont probablement moins nombreux que les journalistes et présentateurs de télé veulent bien laisser croire. Pour preuve le témoignage de ces Algériens, interviewés sur Radio libertaire le dimanche 27 janvier 1991, qui exprimaient leur indignation devant le comportement des médias qui rendaient systématiquement compte des manifestations

islamistes mais qui oubliaient tout aussi systématiquement couvrir les manifestations, non moins nombreuses, des démocrates arabes⁸. C'est que les premières confortaient aux yeux de l'opinion publique l'image que le pouvoir voulait donner des Arabes, alors que les secondes auraient obligé les médias à plus de nuances. Les détenteurs du monopole de la parole dans les médias – je n'ose les appeler journalistes –, sont payés pour dire là où on leur dit de faire.

Bien des Arabes n'oublient pas que c'est Saddam Hussein qui a décidé – fortement encouragé par les Occidentaux et les émirats, il est vrai – l'invasion de l'Iran, entraînant les deux pays dans une guerre de huit ans qui a coûté, en dépenses militaires supplémentaires, en perte de produit intérieur brut et en capitaux non investis, la modeste somme de 500 milliards de dollars, deux fois et demie la dette du monde arabe (et presque deux fois le déficit budgétaire américain...).

Pétromonarchies et pays arabes pauvres

Après la guerre israélo-arabe de 1967, puis après celle de 1973, un accord tacite s'était établi entre les pays arabes à forte démographie mais pauvres, et les pétromonarchies sous-peuplées :

– La rente pétrolière servirait d'une part à aider les pays pauvres et à soutenir l'effort de guerre contre Israël ;

– En contrepartie, les républiques arabes ne tenteraient pas de déstabiliser les pétromonarchies ni de remettre en cause leur statut de superprivilégiés, comme Nasser, avec son expédition au Yémen, avait tenté de le faire en 1963.

C'était là un accord de dupes :

1. – Les pays arabes pauvres soutiendront un effort militaire considérable, entravant leurs possibilités de développement, et ce sont eux, et non les monarchies pétrolières, qui feront les frais de la

⁸ Par exemple, personne n'a parlé de cette manifestation de démocrates en Tunisie attaquée par des extrémistes religieux qui ont fait plusieurs morts.

réplique vigoureuse d'Israël. La guerre à l'Etat hébreu servira d'abcès de fixation qui justifiera la militarisation des États arabes, donc l'instauration de régimes autoritaires, donc le maintien du sous-développement, donc les antagonismes interarabes, donc la division dont profiteront à la fois Israël, les pétromonarchies et les puissances industrielles qui n'ont aucun intérêt à l'unité et au développement du monde arabe.

En quelque vingt ans, de 1966 à 1988, l'effectif de l'armée égyptienne passera de 180 000 à 445 000 hommes, auxquels il faut ajouter 300 000 miliciens.

La guerre contre Israël et la mobilisation qu'elle imposa contribua à créer dans les pays arabes un formidable appareil militaire d'encadrement, de contrôle, de répression. Cette « logique de guerre », pour employer un terme à la mode, permit aux gouvernements arabes de justifier le refus de la démocratie, mais constitua le principal frein au développement : l'Unesco, rappelons-le, estime que le coût d'un soldat équivaut au coût de l'éducation de 80 enfants ; le coût d'un bombardier équipé à celui de 75 hôpitaux de 100 lits ou de 15 000 moissonneuses-lieuses. Au cours de la décennie quatre-vingts, 38 % de l'ensemble des recettes pétrolières ont servi à couvrir les dépenses d'armement contre seulement 23,8 % aux projets de développement. Une aubaine pour les marchands d'armes...

2. – L'accord de dupes fut aggravé par le fait que les pétromonarchies ne jouèrent le jeu de la répartition que du bout des doigts. Des organismes nationaux et interarabes furent constitués en vue de la redistribution des revenus pétroliers : le Fonds arabe de développement économique et social, le Fonds monétaire arabe. Mais les pétromonarchies ne leur laissèrent jamais jouer le rôle d'instruments autonomes et dynamiques de financement. Des institutions concurrentes furent créées en vue de redistribuer les revenus pétroliers (ou plus exactement cette infime partie des revenus pétroliers que les émirats voulaient bien consacrer à la bonne cause) à l'ensemble des pays musulmans. L'intention en elle-même fort louable de jouer la carte de la solidarité islamique incluant les régimes musulmans, mais non arabes, d'Asie et

d'Afrique visait en fait à porter un coup au nationalisme arabe laïc qui dominait la Ligue des Etats arabes. Les pétrodollars furent employés à renforcer les courants islamiques conservateurs, à manipuler les Frères musulmans dans la lutte contre les organisations progressistes.

Les inégalités énormes entre les petites monarchies pétrolières peu peuplées et les autres pays arabes alimentent les frustrations nationalistes provoquées par la création, par les anciennes puissances coloniales, d'Etats aux frontières artificielles.

Cette frustration est d'autant plus grande que les revenus pétroliers ne sont pas réinvestis dans les pays arabes mais vont se placer dans les pays occidentaux, en particulier aux États-Unis où ils contribuent pour une part non négligeable à éponger le déficit américain. Il n'y a qu'un pas à faire pour déduire que l'administration américaine n'a aucun intérêt à ce que les pétrodollars s'investissent dans les pays arabes, ni aucun intérêt à ce que le monde arabe se développe...

Aujourd'hui, les riches pétromonarchies apparaissent comme un instrument efficace de division du monde arabe et d'assujettissement aux intérêts étrangers. Ces monarchies ont tout à perdre de l'unité arabe qui signifierait la fin de leurs privilèges... Les pays arabes non producteurs de pétrole croulent sous le poids d'une dette écrasante ; ils connaissent un chômage généralisé qui s'est aggravé avec la crise du Golfe. Leur industrialisation est bloquée, ils subissent une inflation et une chute du niveau de vie alarmantes. Une véritable poudrière dans laquelle Bush et ses vassaux ont cru devoir jeter une allumette enflammée.

Précisons une fois de plus que notre critique de l'attitude des puissances occidentales ne constitue en rien une défense de Saddam Hussein. Le dictateur de Bagdad est une création de ces puissances occidentales qui a échappé à leur contrôle, et ce sont les populations qui paient les frais des âneries des apprentis sorciers : la population irakienne qui a été victime des bombardements et qui subit encore le blocus, les populations des pays occidentaux qui vont payer, au sens propre, par des impôts nouveaux et par le manque corrélatif d'investissements sociaux, les frais de la guerre. Les 20 millions d'analphabètes, les 2 millions de sans-abri, ou d'une façon générale

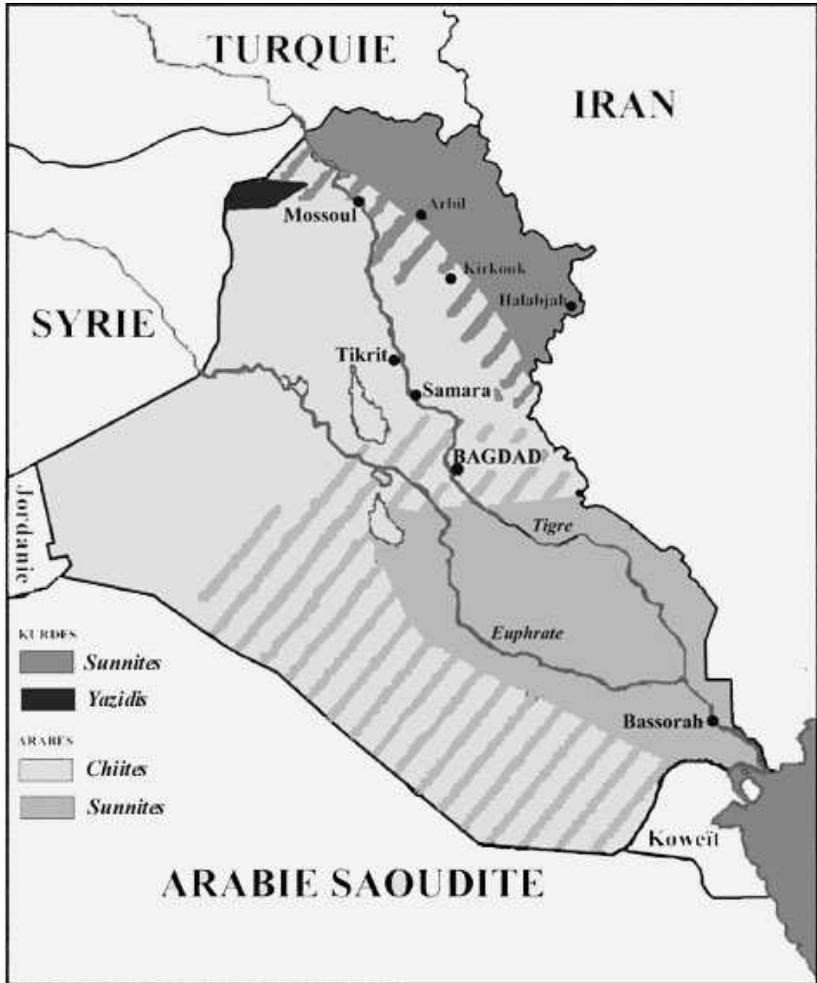
les 35 millions de pauvres des États-Unis attendront encore un peu pour voir débloquer des crédits.

La politique d'Israël au Moyen-Orient

Il n'est pas nécessaire de se livrer à des spéculations pour savoir quelle est la stratégie d'Israël et comment ce pays s'insère dans les rapports impérialistes. Nous nous contenterons de nous référer à un article publié par le département de la Propagande/Organisation sioniste mondiale, de Jérusalem, écrit par Oled Yinon, ancien fonctionnaire du ministère israélien des affaires étrangères « La stratégie pour Israël pour les années 80 ». Cet article dit tout. (L'article, publié par la *Revue d'Etudes Palestiniennes*, a été initialement publié dans *Kivunim* [Orientations], n° 14, février 1982.)

D'abord un constat : le monde islamique est « incapable de résoudre ses problèmes fondamentaux et par conséquent ne peut être une véritable menace pour Israël à long terme ; il l'est cependant à court terme, en raison de sa puissance militaire. A long terme, le Moyen-Orient ne pourra pas survivre dans ses structures actuelles sans passer par des transformations révolutionnaires. Le monde arabe n'est qu'un château de cartes construit par des puissances étrangères (...) au mépris des aspirations des autochtones. »

Yinon passe en revue les divisions internes du monde arabe. Nous retiendrons ce qu'il dit de l'Irak, qui ne diffère guère de ses voisins. « En Irak, 65 % de la population – les chi'ites – n'ont aucune part aux décisions politiques ; le pouvoir est aux mains d'une classe gouvernante représentant 20 % de la population, plus une forte minorité kurde dans le nord du pays. N'étaient son régime fort, son armée et sa richesse pétrolière, le sort de ce pays serait analogue à celui du Liban hier, de la Syrie aujourd'hui. Les germes de dissension interne et de guerre civile apparaissent déjà, surtout depuis la prise du pouvoir en Iran par Khomeyni, en qui les chi'ites voient leur chef naturel. »



Les divisions confessionnelles, sociales et politiques, linguistiques et ethniques du monde arabo-musulman sont passées en revue pour souligner l'incapacité des gouvernements à faire face à une crise interne.

« Telle est la triste situation de fait, la situation troublée des pays qui entourent Israël. C'est une situation lourde de menaces,

de dangers, mais aussi riche de possibilités, pour la première fois depuis 1967. »

Ces chances, qui n'ont pas été saisies dans le passé, peuvent se représenter « dans une ampleur que nous ne pouvons pas imaginer aujourd'hui ». Il s'agit, évidemment, de l'expansion territoriale pour Israël. En effet la politique de paix, la restitution des territoires « sous la pression des États-Unis, excluent cette chance qui s'offre à nous », dit Yinon. « Depuis 1967, les gouvernements successifs d'Israël ont subordonné nos objectifs nationaux à d'étroites urgences politiques, à une politique intérieure stérilisante qui nous liait les mains aussi bien chez nous qu'à l'étranger. »

L'Égypte

Parmi les objectifs prioritaires mentionnés par notre stratège, il est « d'importance vitale pour nous de regagner le Sinaï, avec ses ressources, exploitées et potentielles » (il s'agit évidemment du pétrole). « C'est pour nous un objectif politique prioritaire, que les accords de Camp David et les accords de paix nous empêchent de poursuivre », accords de paix que l'auteur qualifie plus loin de « malencontreux ».

Il faut donc « reprendre le Sinaï en tant que réserve stratégique, économique et énergétique à long terme »... La voie directe, c'est-à-dire l'occupation pure et simple, n'est pas possible, à moins que l'Égypte « fournisse à Israël un prétexte » pour le faire. Il faut donc employer la voie indirecte, en profitant de l'effritement économique du pays et de ses tensions intérieures. « Égypte, dans sa configuration intérieure actuelle, est déjà moribonde, et plus encore si nous prenons en compte la rupture entre chrétiens et musulmans, qui va croissant. Démanteler l'Égypte, amener sa décomposition en unités géographiques séparées : tel est l'objectif politique d'Israël sur son front occidental, dans les années 80. » Si l'Égypte se désagrège, la Libye, le Soudan ne pourront plus se maintenir, et même des pays plus éloignés ; ils « accompagneront l'Égypte dans sa chute et sa dissolution. On aura alors un État chrétien copte en Haute Égypte, et un certain nombre d'États faibles, au pouvoir très circonscrits, au lieu du gouvernement centralisé actuel ; c'est le

développement historique logique et inévitable à long terme, retardé seulement par l'accord de paix de 1979. »

Le Liban et la Syrie

Yinon n'en reste pas à Égypte, évidemment. En effet, selon lui la décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris L'Égypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe ; au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front Est ; à court terme, l'objectif est la « dissolution militaire » de ces États. (Commentaire : que signifie « dissolution militaire » d'un État ? Son écrasement par des opérations militaires ?)

« La Syrie va se diviser en plusieurs États, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un État alaouite chi'ite ; la région d'Alep, un État sunnite ; à Damas, un autre État sunnite hostile à son voisin du Nord ; les Druzes constitueront leur propre État, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Haourân, et en Jordanie du Nord. Cet État garantira la paix et la sécurité dans la région, à long terme ; c'est un objectif qui est dès à présent à notre portée. »

L'Irak

L'Irak est « un terrain de choix pour l'action d'Israël ». Il est riche en pétrole et en proie à de graves dissensions internes. « Le démantèlement de ce pays nous importe plus encore que celui de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie ; à court terme, le pouvoir irakien est celui qui menace le plus la sécurité d'Israël. » C'est pourquoi l'auteur appelle de ses vœux une guerre entre l'Irak et la Syrie, ou entre l'Irak et l'Iran, qui désintégrera l'État irakien. « Tout conflit à l'intérieur du monde arabe nous est bénéfique à court terme, et précipite le moment où l'Irak se divisera en fonction de ses communautés religieuses, comme la Syrie et le Liban. » Trois États pourront ainsi se constituer autour des villes principales de Bagdad, Mossoul et Bassorah.

La Jordanie

La Jordanie est un « objectif stratégique à court terme » : apparemment, tout est un objectif stratégique à court terme. Lorsque se terminera le « trop long règne du roi Hussein. », le pays se désintégrera, sera remplacé par un pouvoir palestinien et ne constituera plus une menace pour Israël (pourquoi ? Mystère...). La tactique d'Israël sur le plan militaire ou diplomatique doit être de liquider le régime jordanien et de « transférer le pouvoir à la majorité jordanienne ».

« Ce changement de régime en Jordanie résoudra le problème des territoires Cisjordanien à forte population arabe ; par la guerre ou par les conditions de paix, il devra y avoir déportation des populations de ces territoires, et un strict contrôle économique et démographique – seuls garants d'une complète transformation de la Cisjordanie comme de la Transjordanie. A nous de tout faire pour accélérer ce processus et le faire aboutir dans un proche avenir. »

Un « décryptage » est nécessaire. Lorsqu'il évoque la « majorité jordanienne », l'auteur fait référence au fait que la majorité de la population jordanienne est d'origine palestinienne. L'une des positions récurrentes de la politique israélienne est que la population palestinienne de Cisjordanie doit être transférée, de gré ou de force, en Jordanie, qui deviendrait de ce fait un Etat palestinien, et le problème serait réglé. Malheureusement, la monarchie jordanienne ne se plie pas à ce projet, et a montré sa capacité de résistance par les massacres de palestiniens : c'est Septembre noir.

Il faut donc rejeter le plan d'autonomie et toute proposition de compromis, de partage des territoires. « Il n'y aura de véritable coexistence pacifique dans ce pays que lorsque les Arabes (terme qu'emploient les Israéliens pour désigner les Palestiniens) auront compris qu'ils ne connaîtront ni existence ni sécurité qu'une fois établie la domination juive depuis le Jourdain jusqu'à la mer. Ils n'auront une nation propre et la sécurité qu'en Jordanie. »

Le problème des « Arabes autochtones » ne recevra de solution que lorsqu'ils reconnaîtront que la présence d'Israël dans les zones de sécurité jusqu'au Jourdain « et au-delà » constitue une nécessité vitale pour les Israéliens, « dans l'ère nucléaire que nous allons vivre ». Il faut que la population israélienne, à cause du danger nucléaire, soit dispersée : la Judée, la Samarie, la Galilée – c'est-à-dire les territoires occupés – « sont nos seules garanties d'existence nationale ». (Yinon n'envisage pas que c'est Israël qui est un danger pour les autres pays de la région, car c'est le seul à détenir l'arme nucléaire.) Il faut que les juifs s'implantent de façon majoritaire dans les zones montagneuses, coloniser tout le versant de la montagne qui s'étend depuis Birsheba jusqu'en Haute-Galilée (c'est-à-dire le Golan, pris à la Syrie), « coloniser la montagne qui jusqu'à présent est vide de Juifs ».

Ce texte appelle plusieurs commentaires. Il reprend une argumentation qui revient systématiquement dans la presse israélienne, selon laquelle les gouvernements israéliens successifs ont lié la politique de leur pays aux intérêts étrangers ; les puissances occidentales, et en particulier les États-Unis, empêcheraient Israël d'avoir une politique de défense efficace et entraveraient son action. Pour Yinon, les accords de Camp David sont une erreur car ils empêchent Israël de réaliser son projet de division du monde arabe et d'extension territoriale. Il « oublie » qu'Israël ne peut survivre que grâce aux 3 milliards de dollars de dons annuels accordés par le gouvernement américain : la part d'Israël représente 50 % du total de l'aide américaine au tiers monde... Il « oublie » que les « malheureux » accords de camp David ont neutralisé l'Égypte en tant que protagoniste du conflit israélo-arabe, ce qui a permis à Israël d'intégrer les territoires occupés et d'attaquer le Liban avec le soutien accru des États-Unis. L'analyste israélien, Avner Yaniv, cité par Chomsky, écrit que la mise à l'écart de l'Égypte eut pour effet de « laisser le champ libre à Israël pour mener des opérations militaires contre l'OLP au Liban et poursuivre le peuplement de la Cisjordanie ».

Yinon reste cependant cohérent avec ses propres positions. Il reconnaît que le projet d'expansion territoriale d'Israël nécessiterait une profonde transformation de la structure politique et économique

du pays. Il faut liquider l'économie centralisée d'Israël et créer une réelle économie de marché, ce qui permettrait, dit-il, « de nous affranchir de notre dépendance à l'égard du contribuable américain » (Selon Noam Chomsky, chaque contribuable américain paie 700 \$ par an d'aide à Israël) et développer une infrastructure productive indépendante.

Israël est le seul Etat inconditionnellement pro-occidental – par intérêt autant, sinon plus que par idéologie – au Moyen-Orient. Et le seul intérêt qu'ont les Américains au Moyen-Orient est le pétrole. Il ne faut, à notre avis, voir nulle part ailleurs le lien qui unit l'Etat hébreu aux Etats-Unis. Le « lobby pro-israélien » a beau être invoqué par ses adversaires qui le présentent comme un épouvantail, ou par ses propres membres qui vantent sa puissance ; il y a peu de chance que les stratèges américains continueraient à soutenir cet Etat s'ils n'y avaient pas intérêt. En 1956, le président Eisenhower avait mis à exécution ses menaces de coupure de crédits, menace qui avaient été immédiatement suivies d'effet. Si, aujourd'hui, l'administration américaine n'emploie pas la même méthode pour régler la question palestinienne, ce n'est pas au « lobby juif » qu'il faut l'imputer, mais à une volonté politique. Israël, selon David Niles, l'associé du président Truman, est « une sorte de porte-avions stationnaire pour la protection des intérêts américains en Méditerranée et au Moyen-Orient ». L'expression d'un secrétaire à la Défense, Melvin Laird, est peut-être plus triviale, mais tout aussi imagée : Israël joue le rôle de « flic en patrouille ».

Le règlement politique de la question palestinienne ne présente, aux yeux de l'administration, américaine aucun intérêt, dans la mesure où ce conflit entretient la division dans le monde arabe, encourage les achats d'armes, garantit le contrôle occidental sur l'approvisionnement en pétrole et sur l'affectation des profits tirés du pétrole. Chomsky l'exprime parfaitement bien : « La valeur d'un acteur régional dépend de sa contribution au système. Les Palestiniens n'ont ni richesse ni pouvoir ; en conséquence, Washington ne leur accorde aucun droit. » (*Challenge*, janvier-février 1993, Tel Aviv.)

Contradictions dans le monde arabe

Les Arabes parlent souvent de la « nation arabe », de l'Umma, la communauté des Arabes.

Face aux Européens ils répugnent à aborder les contradictions qui existent au sein du monde arabe. Lorsqu'ils le font, ils évoquent souvent la responsabilité des colonisateurs Anglais et Français dans ces divisions.

Cette responsabilité est évidente et il ne saurait être question de la nier, mais il ne faudrait pas être naïf : des tensions internes existent, qui ont pu être occultées par la longue occupation ottomane, et qui se sont libérées après l'effondrement de l'Empire turc, et que les Occidentaux ont pu utiliser à leur profit. Il n'est pas de l'intérêt des Arabes eux-mêmes de rester aveugles à ces tensions.

Dans les années 20, les puissances coloniales ont découpé le Moyen-Orient en morceaux sans tenir le moindre compte des populations. Dix-neuf Etats ont été créés, constitués de groupes ethniques et confessionnels hétérogènes, chacun comportant des minorités difficilement intégrables, chacun ayant des revendications territoriales à l'égard du voisin.

L'Algérie, dans laquelle se trouve une forte minorité kabyle, et le Maroc sont en conflit pour la possession de l'ancien Sahara espagnol ; la Tunisie est déstabilisée par l'intégrisme financé par l'Arabie saoudite ; la Libye, qui a une population très faible, a tenté de s'unir alternativement avec la Syrie et l'Égypte, sans succès ; l'Égypte et la Syrie ont tenté une unification qui n'a été qu'éphémère.

Au Soudan, une minorité arabe sunnite domine une majorité d'Africains non arabes, animistes ou chrétiens. En Égypte, les sunnites, majoritaires, se trouvent face à une minorité chrétienne nombreuse de 7 millions de personnes qui sont majoritaires en Haute-Egypte.

En Syrie des antagonismes graves opposent une petite minorité alaouite chiite (12 à 15 % de la population) qui détient le pouvoir et une majorité sunnite. Le rapport est inverse en Irak, où une minorité sunnite (20 %) détient le pouvoir face à une majorité chiite (65 %, le tout compliqué par l'existence d'une forte minorité kurde, qui sont

certes sunnites, mais pas arabes (et parmi lesquels il y a aussi des chiïtes...).

La moitié de la population de l'Arabie saoudite n'est pas autochtone, et une minorité d'environ un million de chiïtes ne bénéficie pas des mêmes droits que la majorité des Saoudiens. Les Koweïtiens constituent, eux, le quart de la population de ce pays. Au Bahrein, dans les Émirats arabes unis, les chiïtes sont majoritaires mais n'ont aucun pouvoir ; la majorité de la population de la Jordanie est palestinienne mais l'appareil d'Etat leur échappe. Un grave conflit territorial oppose le Yémen et l'Arabie saoudite, cette dernière ayant annexé des régions appartenant au Yémen, dans lesquelles se trouve du pétrole.

Au Liban, les tensions entre maronites, chiïtes, druzes et sunnites sont tout autant, sinon plus, l'effet d'instigations faites par des forces extérieures, qui, depuis 1975, ont déstabilisé le pays. Le dépeçage du Liban est bien plus le reflet de tensions régionales, voire internationales, que de contradictions internes : témoin les nombreux contingents d'armées étrangères qui se sont succédé : de la Force de dissuasion arabe constituée de Saoudiens, syriens, yéménites, libyens, jusqu'à ceux de la Force multinationale composée d'Anglais, d'Américains, de Français et d'Italiens ; la FINUL ; les Israéliens et les Syriens : tous ces gens-là ne se seraient pas déplacés simplement pour régler des querelles de clocher... ou de minaret.

Ces tensions que nous n'avons qu'évoquées sont endémiques, elles n'ont pas été créées par les colonisateurs. Le découpage artificiel des États a pu simplement les aiguïser, mais il faut aussi considérer que l'hétérogénéité des populations rendrait artificiel n'importe quel tracé de frontières étatiques. Comme dit Georges Corm, « les frontières tracées par la colonisation n'ont pas été plus artificielles que d'autres », et le sentiment d'appartenance aux États existants n'a pas manqué de se développer.

Il faut aussi mentionner les tensions nées de l'inégal partage – ou plutôt de l'absence de partage – de la rente pétrolière, les inégalités économiques entre riches producteurs et États non producteurs. Ajoutons enfin que les États riches du Golfe

contribuent largement à déstabiliser les autres États arabes en finançant les mouvements intégristes. Les deux mouvements intégristes palestiniens, Hamas et le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, ont reçu de l'Arabie saoudite 83 millions de dollars en 1990, selon *Israel & Palestine Report* (n° 178-179, décembre 1992). L'« islamisme » ne saurait, à notre avis, être considéré comme un mouvement d'essence religieuse. Il est un mouvement fondamentalement politique qui s'appuie sur la religion pour aboutir à ses fins et qui utilise comme base sociale les masses de fidèles, dont la sincérité n'est pas contestable.

« La finalité de l'islamisme est explicitement politique. Il peut s'analyser comme une idéologie engendrée par le processus de modernisation et de sécularisation et non pas s'inscrire seulement dans une logique religieuse. » (Mohammed Harbi, *L'islamisme dans tous ses États*, éditions Arcantère, p. 3).

Encore qu'il faille nous garder, comme le dit encore Mohammed Harbi, d'unifier arbitrairement les islamismes et d'en faire les acteurs d'un complot orchestré. Le spectre islamiste brandi par les tenants de tous les pouvoirs, au Nord comme au Sud, doivent aussi être réinterprétés à travers le crible de la critique. Car la menace islamiste sert aussi paravent pour masquer les insurmontables problèmes sociaux auxquels sont confrontés les pays arabes et que les gouvernements sont incapables de surmonter. Combien d'islamistes emprisonnés, ou renvoyés de leur travail – personne en Occident ne s'apitoiera sur eux –, n'étaient en réalité que des militants syndicalistes un peu trop gênants ?

On pourrait évoquer la question des Kurdes, qui ne sont pas arabes, mais dont la situation est liée à la politique des États arabes voisins et de l'Iran. Les Kurdes et ces États ont passé leur temps à s'allier les uns contre les autres. Le mouvement kurde irakien dans les années 60 ne se préoccupait que du problème kurde en Irak. Ils s'allièrent avec le shah d'Iran contre les Kurdes iraniens. Au début des années 70, le Kurde irakien Barzani s'allie à l'Iran contre l'Irak... Le soutien iranien, avec l'approbation de Nixon et Kissinger, se montera à 16 millions de dollars. En 1975 un accord

est signé entre l'Irak et l'Iran contre les Kurdes. L'Iran ferme ses frontières.

La question palestinienne est sans doute celle qui cristallise le mieux les contradictions internes au monde arabe. Tous les Arabes soutiennent la cause palestinienne. Mais lorsqu'on regarde de plus près la politique des États, on devient plus nuancé. L'Égypte a signé un traité séparé avec Israël en 1973 qui l'a neutralisée en tant que protagoniste du conflit israélo-arabe, et laissé les mains libres à Israël contre les Palestiniens.

Saddam Hussein n'a jamais défendu la cause palestinienne que lorsque cela arrangeait ses intérêts étatiques, offrant l'abri au groupe terroriste d'Abou Nidal qui se distingua par l'assassinat... de cadres politiques palestiniens. En mai 1990, Saddam Hussein fit capoter le dialogue américano-palestinien en faisant débarquer sur les plages israéliennes un commando d'Aboul Abbas. Cette expédition mit fin pour un temps à la stratégie diplomatique de l'OLP.

Les États du Golfe, bien qu'ils aient soutenu, par leur argent et pour le principe, la cause palestinienne, avant la guerre du Golfe, ne tiennent pas du tout à voir se créer un Etat arabe laïc, ou en tout cas multiconfessionnel, ne serait-ce que parce que les chrétiens de diverses obédiences représentent 30 % des Palestiniens. L'émir du Koweït a récemment déclaré que son ennemi n'était pas Israël mais l'OLP et les Iraniens.

Les riches pétromonarchies arabes sont en réalité des instruments de division et d'assujettissement du monde arabe aux intérêts occidentaux. Bien des Arabes pensent que le pétrole est une malédiction. Les pétromonarchies, qui ne peuvent survivre sans protection étrangère, n'ont rien à gagner de l'unité arabe, qui signifierait la perte de leurs privilèges.

Enjeux stratégiques

Les enjeux stratégiques les plus « visibles » dans la politique impérialiste au Proche-Orient sont évidemment le contrôle de l'approvisionnement en pétrole, et ensuite le contrôle d'une partie substantielle des revenus issus du pétrole. Vient ensuite l'installation

de bases militaires sur place, objectif qui avait été, jusqu'à la guerre contre l'Irak, impossible à atteindre.

Les différents impérialismes qui se sont concurrencés pour le contrôle du Moyen-Orient ont tous eu une politique identique : séparer le pétrole des populations arabes, autrement dit créer des États pétroliers avec le moins de population possible. Ces petits États, dirigés par une infime minorité de super-privilégiés qui n'ont évidemment aucun intérêt à voir s'évanouir leurs privilèges, sont facilement contrôlables par l'impérialisme qui se pose en protecteur contre les revendications des États arabes pauvres sans pétrole. La constitution de petits États pétroliers est, enfin, la meilleure garantie pour que les puissances occidentales puissent contrôler la rente pétrolière, c'est-à-dire les revenus du pétrole qui sont, autant que le pétrole lui-même, l'enjeu de la concurrence inter-impérialiste.

Mais au moment même où la crise éclatait au Koweït se passaient des choses très inquiétantes pour la stabilité des puissances occidentales. En effet, quelques jours avant le déclenchement du torrent de feu qui allait s'abattre sur l'Irak, la Yougoslavie présidait une conférence des pays non-alignés pour tenter de résoudre la crise du Golfe. Parmi les pays qui participaient à cette conférence se trouvaient notamment :

- L'Iran : 2^e ou 3^e producteur mondial de pétrole et de gaz naturel ;
- L'Indonésie : 1^{er} exportateur de pétrole et de gaz d'Extrême-Orient ;
- Le Venezuela : 1^{er} exportateur de pétrole et de gaz des Amériques ;
- L'Algérie : 1^{er} exportateur de pétrole et de gaz d'Afrique du Nord ;
- Et, évidemment l'Irak.

Évidemment, ce ne sont pas des pays qui ont une réputation d'être de fanatiques défenseurs des droits de l'homme.

A ces pays, s'ajoutent l'Égypte, Cuba, l'Inde, le Sri Lanka, le Ghana, le Zimbabwe, la Zambie, l'Argentine, Malte, Chypre. Tous

ces pays se trouvent soit sur des routes stratégiques incontournables pour le passage du pétrole, soit sur des voies commerciales, maritimes ou terrestres, vitales.

La Yougoslavie entretenait des relations privilégiées avec le Yémen et Djibouti. Le Yémen se trouve à l'embouchure de la mer Rouge, sur la côte orientale de la voie pétrolière vers le canal de Suez ; Djibouti se trouve presque en face, sur la côte occidentale de cette embouchure. Les rapports que ces deux pays entretenaient avec la Yougoslavie faisaient courir aux grandes puissances occidentales le risque de voir le contrôle du passage du pétrole leur échapper et passer entre un bloc de non-alignés, qui n'aurait pas manqué, s'il s'était constitué, de renégocier les termes dramatiquement inégaux de l'échange entre pays riches et pays pauvres.

Ainsi, la conférence des non-alignés organisée par la Yougoslavie constituait un danger capital pour l'impérialisme. Un danger sur deux plans :

- Sur le plan géostratégique : la perte du contrôle des détroits d'Ormuz et de Bab-el Mandeb au Sud de la mer Rouge ; du canal de Suez ; des détroits de Malacca (entre la mer de Chine et l'océan Indien), de Magellan (passage de l'Atlantique au Pacifique)...

- Sur le plan idéologique : l'existence d'un bloc de pays non-alignés pouvait constituer pour l'opinion publique internationale un fait extrêmement positif, qu'il aurait été difficile de discréditer une fois constitué, mais qu'il était facile de tuer dans l'œuf. Pensez donc : une alliance de pays non-alignés contrôlant l'essentiel du commerce du pétrole et du gaz naturel !

La création d'un bloc d'États du tiers monde du type de celui des non-alignés constituait un danger formidable pour les États-Unis, bien plus grand que ne l'était l'Union soviétique.

Récession

L'amélioration du contexte politique international consécutif à l'effondrement de l'URSS pouvait laisser espérer une réduction des commandes d'armes : Chevènement, ministre des Armées, interrogé sur cette question, avait clairement déclaré, quelques mois avant la guerre du Golfe, qu'il n'en était pas question. S'exprimant devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le 16 août – c'est-à-dire deux semaines après l'invasion du Koweït par l'Irak – Chevènement avait ironisé sur « l'euphorie qui a suivi la destruction du mur de Berlin » : « Certains ont immédiatement parlé de la possibilité d'engranger les dividendes de la paix », déclara-t-il. « Pour ma part, j'avais alors appelé à plus de circonspection (...) Cet appel à la prudence était, il y a quelques semaines encore, quelque peu solitaire. Je pense que, aujourd'hui, chacun est ramené à une plus juste appréciation de la réelle nature de notre environnement de sécurité. »

En somme, la crise du Golfe arrivait à point pour prouver que la fin de la rivalité Est-Ouest n'entraînait pas la fin des tensions dans le monde et qu'un appareil militaire important était plus que jamais nécessaire pour la protection des intérêts vitaux des sociétés industrielles.

Bush, dans le discours qu'il a prononcé quelques jours après l'invasion du Koweït, déclarait qu'il fallait bien se garder de toucher aux budgets d'armement, et qu'il fallait se préparer à faire face à de nouveaux périls menaçant les intérêts américains. Le corollaire, évidemment, en cette période de récession, est qu'il faut ponctionner les budgets sociaux, en compensation. « Des coupes rapides et importantes dans les dépenses militaires des États-Unis sont maintenant hors de question », écrit *Business Week International* du 20 août 1990. La semaine suivante, le même journal annonçait qu'une grande partie du surplus consécutif à l'augmentation des recettes pétrolières de l'Arabie saoudite « sera maintenant consacrée à la défense. La défense de l'Arabie saoudite coûte cette année 14 milliards de dollars, 36 % du budget gouvernemental, et elle va monter en flèche. » Une bonne affaire.

Les États-Unis se trouvaient alors dans une période de récession grave dont l'issue se trouvait dans la prise de décisions impossibles

à envisager : l'augmentation importante des impôts et du prix de vente de l'essence, dont le niveau extrêmement bas encourageait un formidable gâchis et décourageait les mesures de rationalisation du système de production. Ils ont donc cherché à compenser leur faiblesse économique (relative, s'entend) en tablant sur la suprématie militaire.

Alors que le prix du litre d'essence dépassait le dollar en Europe, il n'était, fin août 1990, que de 0,35 dollars aux États-Unis (environ 1,75 F). Un prix aussi bas équivaut à une véritable razzia de la part des États-Unis contre les pays producteurs et constitue un scandale quand on songe que ces derniers demandent une indexation du prix du baril sur les prix des produits industriels, que les pays industriels (sauf la France) refusent d'envisager. C'est, en outre, une prime au gaspillage. La population américaine, qui représente 5 % de la population du globe, consomme 24,1 % de l'énergie extraite du pétrole. A titre de comparaison, l'industrie américaine consomme, par personne, 2,5 fois plus d'énergie que le Japon et 1,5 fois plus que la RFA.

Ceux qui craignaient que la fin de la bipolarisation de la politique internationale soit remplacée par une multipolarisation se sont rapidement rassurés, tel ce journal londonien, le *Sunday Telegraph* du 20 janvier 1991 : «... qu'il est doux d'être un vieux réactionnaire (...) Ceux qui comptent ne sont ni les Allemands, ni les Japonais, ni les Russes, ce sont les Américains. »

La guerre du Golfe a, dans une large mesure, illustré le fait que l'intervention militaire a été la seule façon pour les États-Unis de rétablir un rapport de forces économique qui leur échappait. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les guerres entre impérialismes rivaux se sont toujours faites sur le territoire des pays du tiers monde. Cette guerre-ci, qu'on peut parfaitement qualifier, malgré sa rapidité, de Troisième guerre mondiale par le nombre des États qui y ont participé, s'est faite au détriment de l'Irak, mais était l'expression d'antagonismes qui dépassaient largement l'Irak : les conflits qui s'y sont réglés étaient ceux qui opposaient les États-Unis à des blocs ascendants l'Europe dirigée par l'Allemagne d'une part, l'Asie dirigée par le Japon.

L'intervention dans le Golfe était directement liée aux problèmes de politique intérieure de Bush, qui inaugura ce qu'on peut appeler des « bombardements électoraux ». Bush s'était montré incapable de réaliser ses promesses électorales de redonner du souffle à l'économie américaine. Le budget militaire Bush-Cheney était sérieusement menacé par la perspective de récession, par l'accroissement du déficit du budget. La réaction de Bush a été celle qui est traditionnelle dans ce cas, quel que soit le parti au pouvoir : l'aggravation d'incidents ou la prise de prétexte de toute occasion pour justifier de relancer la machine de guerre. On peut en juger par le tableau ci-dessous, qui montre la coïncidence, depuis la Seconde Guerre mondiale, entre toutes les périodes de récession et les opérations d'agression militaire des États-Unis.

Périodes de récession	Événements militaires
1949-1950	Démobilisation guerre de Corée.
1953-1954	Reversement du gouvernement Arbenz, légalement élu au Guatemala.
1957-1958	Intervention au Liban.
1969-1970	Escalade militaire au Vietnam
1973-1975	Nouvelle escalade au Vietnam
1979	Seconde Guerre froide
1981-1982	Investissements massifs dans l'armement. Soutien aux contras, présence au Liban. Invasion de la Grenade.

L'économie américaine connut 92 mois de croissance après la récession de 1981-82.

Cette récession, qui avait frappé tous les pays industrialisés, avait marqué aussi le début d'une grave dépression dans les pays de la « périphérie », c'est-à-dire les pays du tiers monde dont l'économie est dépendante de celle des pays industrialisés.

Malgré quelques signes inquiétants – krachs boursiers en octobre 1987, en octobre 89 ; chute brutale de la bourse de Tokyo au début de 1990, la tendance générale était à l'optimisme dans les milieux financiers et industriels : on est sorti de la crise. D'autant que l'effondrement du bloc de l'Est ouvre la perspective d'un marché colossal à la fois pour la production industrielle et pour l'exportation de capitaux.

Un rapport de la Banque des règlements internationaux – BRI – déclare ainsi qu'au-delà des « bouleversements intervenus en Europe de l'Est (...) le fait le plus remarquable est que la croissance économique se poursuive avec autant de vigueur sur une aussi longue période dans un grand nombre de pays industrialisés du monde occidental, dépassant, encore une fois, les prévisions pourtant optimistes ». (60^e rapport annuel, 1^{er} avril 89-31mars 90, Bâle, 11 juin 1990). Le rapport montre que les chiffres du chômage ont baissé dans la « zone OCDE », passant de 8,7 % en 1983 à 6,4 % en 1989. Un cycle aussi long – 92 mois – n'a eu d'équivalent que... pendant la guerre du Vietnam, lors de laquelle l'économie américaine avait connu, entre 1961 et 69, 106 mois de croissance !

Dans ce mouvement, cependant, les USA étaient à la traîne. Le taux des investissements productifs, qui était de 12 % en 79, n'est que de 9,6 % en 89. Or, ce taux influence le taux de productivité qui est déterminant dans la compétitivité internationale d'une économie. Il y a donc un déclin relatif de l'économie américaine qui représente alors 40 % de la production industrielle des pays de l'OCDE, contre 62 % en 1950.

Le 9 juin 1990, *The Economist* écrivait ainsi que « la Réserve fédérale est inquiète à cause de la croissance de la dette des entreprises américaines et de l'évidente fragilité du système financier domestique ». C'est que l'endettement des États-Unis est colossal : 14 000 milliards de dollars en 1990, soit deux fois le PIB du pays. Les ménages, les entreprises, l'Etat sont surendettés. Les caisses d'épargne sont en faillite : en mai 1990, 423 d'entre elles ont fermé, 570 sont en état critique : elles accusent de 19 à 23 millions de dollars de perte par jour. « Les honnêtes gens devront payer pour les riches », écrit *Newsweek*, le 21 mai 1990. De fait, plusieurs générations d'Américains devront payer, sous forme d'impôts, les

conséquences d'une incurie qui aura duré dix ans, mais aussi indirectement parce que ces sommes ne seront pas affectées à d'autres projets, et aussi sous forme d'emprunts dont il faudra payer les intérêts. Le poids cumulé des emprunts et des intérêts nécessaires pour éponger la crise des caisses d'épargne représentera une facture de 1 369 milliards de dollars...

Le rapport des forces entre les trois grands pôles économiques constitués par les USA, le Japon et l'Europe s'est modifié au détriment des États-Unis qui souffrent d'un endettement public accru : la dette publique fédérale est passée de 908 milliards en 1980 à 1 817 en 1985 et 3 107 en 1990. Le taux de profit diminue au premier trimestre 1990 : les investissements industriels stagnent ; la construction et l'achat de voitures, critères importants, recule.

Déficit du commerce et déficit du budget colossaux, désindustrialisation, la situation de crise invraisemblable héritée de l'ère Reagan conduit dans les faits la société nordaméricaine à une militarisation croissante. L'économie nationale est désormais perçue en termes de sécurité nationale, dans un pays qui, en 1980, dégagait 26,7 milliards de dollars sur le seul marché de la haute technologie, et qui en perdait 2,6 en 1986.

A la veille de la guerre du Golfe, dans le pays qui fait de la libre entreprise, du capitalisme de marché et de la non-intervention de l'État un principe absolu, le gouvernement intervient directement pour aider les industries de haute technologie en détresse. D'une façon générale, les chefs d'entreprise ont compris que le seul moyen de se protéger de la concurrence privée étrangère ou d'investissements gouvernementaux dans des industries spécifiques est d'utiliser l'argument de la défense. L'économie devient un enjeu militaire. Le résultat est que le Pentagone désormais finance de nombreux projets de recherche dans le domaine de la haute technologie, qui ont des applications à la fois commerciales et militaires, ce qui ne peut conduire à terme qu'à une fusion (et à une confusion) entre les domaines civil et militaire, au profit inévitablement du second, puisque c'est lui qui paie. Ainsi le Pentagone a-t-il dépensé entre 1985 et 1990, 80 millions de dollars au profit d'une société qui crée des logiciels, dont le directeur déclarait que bien que l'accent était mis sur les systèmes destinés à

la défense, « le Congrès comprend l'importance des logiciels pour l'économie ». De même, en 1990, 170 millions de dollars ont été dépensés pour 150 projets destinés à « améliorer les techniques utilisées dans les entreprises ». Un organisme dépendant du Pentagone a même versé des subsides pour aider à la recherche dans l'industrie textile.

Il s'agit, dit un rapport du comité scientifique de défense, d'endiguer « une perte croissante d'avance technologique tant vis-à-vis de nos alliés que de nos adversaires... »

L'Écho de la Bourse du 21 août 1990 résume parfaitement la situation : « L'ampleur du déficit budgétaire, la perte de compétitivité de l'industrie, l'endettement des entreprises et des ménages, l'alourdissement de la dette extérieure, les retards dans la recherche, le peu d'efficacité du système éducatif et la faiblesse de l'investissement pointent tous dans une même direction : l'affaiblissement notable de la puissance économique américaine. »

L'un des moyens pour faire face à cette situation est l'augmentation de la productivité, mais elle est impossible à mettre en œuvre sans recours à des choix déchirants, à des mesures quasi héroïques qu'aucun homme politique américain n'est en mesure d'assumer : augmentation des impôts et du prix de l'essence. L'autre est le maintien au plus bas du prix des matières premières et énergétiques importées du tiers monde. Là se trouve l'une des clés de la crise du Moyen-Orient et de la guerre du Golfe.

Ce constat sur l'état de l'économie américaine peut sembler à posteriori contradictoire avec tout ce qu'on a dit par la suite du redressement économique opéré par ce pays. Il est peu probable qu'en seulement dix ans l'économie ait pu opérer un tel redressement. L'hypothèse la plus plausible est que c'est la formidable razzia faite, après la guerre contre l'Irak, sur les produits énergétiques du Golfe et sur les revenus de ces pays, qui expliquent ce redressement.

Saddam Hussein, une « trajectoire de collision »

L'intervention américaine dans le Golfe a donc peut-être été motivée par la récession que subissaient alors les États-Unis. La

possibilité en a été envisagée par certains journalistes américains : « La guerre du Golfe a chassé tous les autres problèmes intérieurs de la première page des quotidiens », écrit Richard Barnet dans le *Monde diplomatique*. On peut évoquer aussi ce rapport du service de recherche du Congrès des États-Unis, qui se faisait l'écho des inquiétudes des gros fournisseurs d'armes : l'effondrement du bloc soviétique et la fin de l'antagonisme Est-Ouest allait provoquer une baisse des commandes du Pentagone qui ne seraient pas compensées par les ventes d'armes « même vers les pays riches producteurs de pétrole » (*International Herald Tribune*, 22 juin 1990). Mais les choses sont exprimées avec encore plus de cynisme dans une communication du Conseil national de sécurité, datant de mai 1990, destinée à George Bush : l'Irak et Saddam Hussein y sont décrits comme les candidats les mieux placés pour remplacer le pacte de Varsovie, fournir une justification à la poursuite des dépenses militaires de la guerre froide et mettre un terme aux « dividendes de la paix ».

Bob Woodward, journaliste au *Washington Post*, indique que deux jours avant l'invasion du Koweït, un expert de la Defense Intelligency écrivit une note de service dans laquelle il informait que Saddam Hussein comptait envahir l'émirat. La note n'attira aucune attention. Le 1^{er} août, l'expert rédigea un « avertissement de dernière minute », précisant que l'attaque devait avoir lieu dans la nuit ou le matin suivant. Il n'y eut aucune réaction du gouvernement américain, aucune mise en garde contre l'Irak, comme s'il n'attendait que cette invasion.

Or l'attitude de Saddam Hussein est totalement inexplicable si on écarte l'hypothèse qu'il était persuadé d'avoir le feu vert des États-Unis. Elle est totalement inexplicable également si on oublie que jusque-là, l'Irak était un bastion pro-occidental dans la région, le meilleur allié des États-Unis depuis la chute du shah d'Iran, et un interlocuteur privilégié.

Il est vrai qu'un rapport du Strategic Studies Institute et de l'US Army War College, commandé par le Pentagone et rédigé début 1990, montrait que si, pendant les huit années de guerre contre l'Iran, Washington craignait qu'une « victoire iranienne ne déstabilise toute la région », la victoire de Bagdad « renversait

l'équilibre des forces au Proche-Orient et faisait de l'Irak la superpuissance régionale », ce qui pouvait être préjudiciable aux quatre intérêts vitaux des États-Unis et remettre en cause :

- La libre circulation des navires ;
- L'intégrité des États arabes modérés ;
- Le blocage de toute avancée du communisme ;
- La sécurité d'Israël.

« L'Irak est placé sur une trajectoire de collision avec les États-Unis », dit le rapport, qui envisage « la possibilité d'une explosion militaire qui conduirait presque certainement les États-Unis à intervenir pour restaurer la stabilité » ; le rapport souligne encore que les États-Unis ne pourraient « probablement pas compter sur le soutien des monarchies du Golfe », et qu'ils devraient « opérer d'un site extérieur à la région ».

Les Saoudiens étaient très réticents à autoriser la présence de troupes américaines sur leur sol ; ils ne « sentaient aucun danger d'une attaque possible par l'Irak. » Le *Financial Times* notait le 6 août 1990 : « Des officiels d'Arabie saoudite ont déclaré que l'Occident a exagéré la menace irakienne contre leur pays » (« Saddam Hussein Divides And Rules »).

Quelques jours avant l'invasion du Koweït, Saddam Hussein déclarait au chargé d'affaires américain John Wilson : « Nous ne comprenons pas ce que vous voulez dire lorsque vous déclarez que, après l'Iran et le Koweït, ce serait le tour de l'Arabie saoudite. » Et il ajouta : « Vous n'ignorez pas que, depuis 1975, nous avons eu avec l'Arabie saoudite d'excellentes relations. »

Cette situation contrariait grandement les plans américains, le roi d'Arabie saoudite s'obstinant à refuser la présence de troupes « infidèles » sur son territoire.

Le 5 août 1990, Dick Cheney, ministre de la Défense, Robert Gales, numéro 2 du Conseil national de sécurité, et le général Schwarzkopf, rien que ça, débarquent avec une liasse de documents des services secrets. L'administration US n'a pu convaincre l'Arabie

saoudite du danger d'une invasion irakienne qu'en produisant de fausses photographies aériennes « démontrant » l'accumulation de troupes irakiennes sur la frontière koweïto-saoudienne...

Les Saoudiens ont été manipulés et induits à penser que l'invasion du Koweït les menaçait directement. Le Pentagone a trompé les Saoudiens en produisant des photos aériennes falsifiées montrant des troupes irakiennes se massant sur la frontière saoudienne et prêtes à l'envahir. Plus tard, des images provenant de satellites soviétiques examinées par des experts américains montrèrent des troupes irakiennes qui ne représentaient "pas plus que 20 pour cent de ce que l'administration [US] annonçait. Nous ne voyons aucune concentration de tanks, ou de troupes. La principale base aérienne koweïtienne [occupée par les Irakiens] était déserte". » (*St. Petersburg Florida Times* cited in *War Report* No. 6/7, March 23, 1991.)

Un document ne figurait pas dans ceux qui ont été produits pour convaincre le roi Fahd : une étude de la CIA déclarant qu'une « invasion par l'Irak de l'Arabie saoudite impliquerait une opération militaire beaucoup plus large et plus profonde que celles conduites jusqu'ici par les forces terrestres de Bagdad » (cité par Hélène Desamps, *La Guerre du Golfe*, document manuscrit.)

L'Arabie saoudite autorisa finalement les troupes américaines à opérer sur son territoire. « Il devient alors possible, dit Guy Sitbon, de mettre fin au cauchemar à un coût raisonnable. Ne peut-on alors se demander si les États-Unis n'ont pas délibérément créé cette situation favorable ? » Sitbon souligne cette contradiction : les auteurs du rapport savent que l'intégrité des États modérés du Golfe est une des clés de la politique américaine dans la région, alors que le secrétaire d'Etat adjoint Kelly déclara, à la veille de l'invasion, que les États-Unis ne lèveraient pas le petit doigt pour défendre le Koweït.

Sitbon déclare enfin que les banquiers réclamaient le remboursement immédiat des dettes contractées par l'Irak pendant la guerre : « C'est à ce point que s'opérera la jointure entre l'argent et la guerre. L'Irak demande au Koweït les milliards dont il a besoin pour payer ses importations de blé. Poussé par Washington, l'émir

refuse. Saddam parle alors d'aller chercher, à la tête de ses armées, ces dollars qu'on lui refuse. Washington le laisse venir. C'était peut-être ici qu'on l'attendait. S'il y avait piège, Saddam a sauté dedans à pieds joints. »

Contre toute tentative de médiation

Le gouvernement des États-Unis s'était opposé à toute tentative de solution par les Arabes eux-mêmes de la crise consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak, ce qui était loin d'être une utopie. C'est que, dans une telle hypothèse, les causes réelles de cette crise auraient été mises à jour, et la légitimité – ne serait-ce que relative – des revendications irakiennes aurait dû être discutée. Rappelons ces revendications, très brièvement :

- La situation catastrophique de l'Irak après la guerre que ce pays a menée, au nom et avec l'appui de l'Occident et des monarchies pétrolières, contre l'Iran intégriste ; la demande de renégociation de la dette colossale de l'Irak consécutive à cette guerre ; l'exigence, par le Koweït, du remboursement d'un prêt de 10 milliards de dollars à l'Irak ;

- La revendication de l'Irak concernant l'accès à la mer, et la demande de location des deux îles qui bouchent cet accès ;

- La surproduction pétrolière du Koweït, qui dépassait les quotas fixés et qui provoquait, par une baisse substantielle du prix du pétrole sur le marché international, une perte de 30 % des recettes pétrolières de l'Irak. Cette surproduction était consciemment orchestrée, depuis 1986, par les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Koweït, dans le but d'affaiblir l'Irak, dont les revenus pétroliers tombent, en 1988, à 7 milliards de dollars par an, c'est-à-dire l'équivalent du service de la dette (c'est-à-dire les intérêts à verser pour la dette contractée par l'État irakien) ;

- Le pompage illégal, par le Koweït, du champ pétrolifère de Roumaylah.

L'État irakien avait à plusieurs reprises tenté de négocier ces différents points, sans succès. Le fait que le régime irakien est une dictature militaire ne doit pas nous aveugler sur les faits bruts à partir desquels nous déterminons notre analyse. L'invasion du Koweït avait été la réponse – certes pas la plus intelligente – à l'impasse dans laquelle se trouvait le gouvernement irakien ; elle était en tout cas une réponse à la mesure de la nature du régime, c'est-à-dire essentiellement brutale et militaire.

Mais l'invasion elle-même est inexplicable si on ne tient pas compte de nombreux éléments sur lesquels les médias à l'époque sont restés très discrets : la conversation de Saddam Hussein avec l'ambassadrice des Etats-Unis, le 25 juillet 1990, lors de laquelle celle-ci déclara : « Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits entre pays arabes, comme votre litige avec le Koweït » ; le porte-parole de M. Baker qui déclare que les États-Unis n'ont « pas d'obligation d'aider le Koweït si l'émirat était attaqué ». Une telle attitude, dit le *Washington Post*, « ne pouvait qu'encourager le dictateur à envahir et annexer le Koweït sans s'exposer à des représailles américaines ».

Saddam Hussein ne pouvait évidemment pas savoir que c'était poussé par Washington que l'émir du Koweït refusait de prêter à l'Irak, ruiné par la guerre, les milliards de dollars dont ce pays avait besoin pour payer ses importations de blé.

Si Bush avait tout d'abord saboté tout règlement inter-arabe de la crise, il a par la suite rejeté toutes les tentatives de négociation proposées par Saddam Hussein. C'est qu'il ne *fallait pas* qu'il y ait de négociation parce que l'enjeu était de taille : l'implantation militaire US au Proche-Orient, après des décennies de tentatives infructueuses.

C'est pourquoi il était hors de question de permettre à Saddam Hussein de sauver la face et de sortir du guêpier dans lequel il s'était mis, par exemple grâce à une conférence internationale sur les problèmes de la région, à laquelle Bush s'est vigoureusement opposé. Saddam Hussein est même allé jusqu'à inventer un rêve, en septembre 1990, dans lequel le prophète lui aurait dit de se retirer du Koweït ! C'était là la plus invraisemblable main tendue pour parvenir à une issue pacifique au conflit. (Le Coran est constitué de sourates, ou chapitres, qui sont le fruit de révélations lors desquelles

Dieu apparut au Prophète pendant son sommeil. En racontant cette fable, Saddam Hussein produisait un prétexte qui pouvait être accepté par l'ensemble du monde musulman sans perdre la face.)

Mais pour Bush, le problème n'était pas que Saddam Hussein se retire du Koweït, mais qu'il y reste. Henri Kissinger aurait déclaré lors d'un dîner parisien en janvier 1991, peu avant les opérations militaires : « Il y a une chance sur deux pour que Saddam Hussein se retire du Koweït. » Et il aurait ajouté : « Ce serait embêtant pour les États-Unis... » (D'après Hélène Descamps, *La Guerre du Golfe*, La Gazette Saint-Jacques, texte manuscrit.)

Le matraquage médiatique durant la guerre ne nous a pas préparés à accepter l'idée que l'Irak ait pu, à quelque moment que ce soit, souhaiter négocier. Ainsi, il y aurait eu d'un côté le méchant Saddam Hussein qui refusait de faire marche arrière, qui était intransigeant, et le gentil Bush qui « continue à chercher la paix » et le non moins gentil James Baker qui « tente de conjurer la guerre ». Pourtant, force est de reconnaître que les choses ne se sont pas passées de façon aussi simpliste.

Entre l'invasion du Koweït le 2 août 1990 et le début des bombardements US le 17 janvier 1991, Saddam Hussein avait clairement laissé plusieurs ouvertures pour négocier le retrait de ses troupes du Koweït. Plusieurs occasions ont été rejetées par les autorités américaines. Saddam Hussein répéta à plusieurs reprises qu'il était prêt à faire des « sacrifices ». A plusieurs reprises lui et Tarek Aziz, son ministre des Affaires étrangères, déclarèrent au secrétaire général de l'ONU qu'ils souhaitaient une solution négociée. L'administration Bush s'arrangea pour que toutes ces tentatives tombent à l'eau. Le retrait des troupes irakiennes du Koweït signifiait en même temps le retrait des troupes américaines d'Arabie saoudite : or cela faisait cinquante ans que les gouvernements américains successifs avaient rêvé de prendre physiquement pied au Proche-Orient.

• **3 août 1990** : Le lendemain de l'invasion, le roi Hussein de Jordanie obtint de Saddam Hussein qu'il participe à un sommet arabe hâtivement convoqué le 5, pour ensuite commencer à se retirer

du Koweït à condition qu'il n'y ait pas de condamnation de l'Irak. L'Égypte et l'Arabie saoudite acceptent. Saddam Hussein annonce le retrait des troupes à partir du 5 août. Les États-Unis rejettent le projet. Londres et Washington firent pression sur les gouvernements arabes, en particulier sur le président égyptien, qui reçut un coup de fil de Bush. Le soir du 3 août, une majorité d'États arabes publièrent une condamnation de l'Irak. Aussitôt, l'Égypte se vit supprimer une dette de 7 milliards de dollars aux États-Unis. *Le Monde* ne mentionne même pas la proposition.

• **9 août 1990** : L'Irak propose le retrait du Koweït en échange de la cession des deux îles koweïtiennes de Boubiyah et de Warbah, qui permettent l'accès au golfe Persique, et du règlement du problème du contrôle sur le champ pétrolifère de Roumaylah situé en majeure partie en Irak. Un expert du Département d'État américain reconnaît que la proposition est « sérieuse » et « négociable », mais le Conseil national de sécurité en recommanda le rejet car elle allait « à l'encontre de [notre] politique ». La Maison Blanche déclara « qu'il n'y a rien dans cette proposition particulière qui mérite d'être poursuivi ». *Le Monde* ne mentionne pas la proposition et écrit : « Saddam Hussein a choisi l'escalade. » (éditorial du 12 août.)

• **12 août 1990** : L'Irak propose le retrait du Koweït, une solution de l'ensemble des problèmes de la région : qu'Israël évacue les territoires occupés et que la Syrie quitte le Liban. La proposition est rejetée, et Bush exige « le retrait immédiat et inconditionnel des troupes d'occupation au Koweït ». *Le Monde* écrit : « Le dictateur de Bagdad (...) fait mine de croire qu'une occupation vaut l'autre. » (édito, 14 août.)

23 août 1991 : Une autre proposition de retrait parvient au gouvernement américaine, liée au règlement des vieilles réclamations concernant les deux îles (inhabitées, répétons-le) et le champ pétrolifère de Roumailah. La proposition fut également rejetée catégoriquement.

2 janvier 1991 : Nouveau rejet d'une proposition irakienne. Bush et Thatcher menacèrent de faire veto à une proposition française de retarder les bombardements jusqu'au 15 janvier, délai limite posé par les Nations unies pour le retrait du Koweït.

• **15 février 1991** : L'Irak propose de se retirer du Koweït, qu'Israël se retire des territoires occupés, que les troupes étrangères se retirent du Golfe dans le mois, que le blocus soit levé et que les dettes irakiennes vis-à-vis des pays du Golfe soient levées. Des officiels américains déclarent que c'est une « proposition intéressante », une « position sérieuse de prénégociation » ; l'ambassadeur d'Irak à l'ONU précise que le retrait d'Israël est « le résultat auquel il faut parvenir, non une condition ». La proposition est rejetée. Bush déclare que c'est « une farce cruelle (...) ils doivent se retirer sans conditions. » (15 février.) La traduction de la proposition irakienne par le Département d'État US transforme le texte original en « Israël doit se retirer », version qui est reprise par tous les médias. *Le Monde* passe sous silence les déclarations de l'ambassadeur irakien.

• **22-23 février 1991** : L'Irak propose le retrait complet et inconditionnel du Koweït, les délais étant à fixer, et demande que l'embargo soit suspendu dès que les deux tiers des troupes ont quitté le pays. Les résolutions contre l'Irak devront être abolies après le retrait. L'offre est rejetée : Bush déclare : « Toute condition serait inacceptable. »

• **26 février 1991** : L'Irak se retire effectivement du Koweït. Bush déclare : « La coalition poursuivra la guerre avec la même intensité. »

Il apparaît clairement que Bush voulait à tout prix empêcher une solution arabe au conflit, qui était à l'ordre du jour du sommet arabe du 5 août. En effet, après les propositions du 3 août 1990, John Kelly, chargé des affaires du Moyen-Orient, exige de l'Égypte qu'elle adopte une attitude dure, ce qu'elle fit. L'éditorialiste du *Washington Post* écrivit d'ailleurs :

« Ayant d'abord tenté de jouer les médiateurs, le président Hosni Moubarak semble maintenant vouloir gagner du temps. Washington est en droit d'attendre mieux de la part d'un pays qui accepte chaque année des États-Unis 2 milliards de dollars... » (*International Herald Tribune*, 10 août 1990.)

Même le roi du Maroc pensait qu'une solution négociée était possible et souhaitable : le 16 août il déclare au *Monde* que la raison invoquée par Saddam Hussein pour annexer le Koweït ne lui paraissait pas « totalement injustifiée » et il propose « qu'entre l'Irak et le Koweït on trouve un statut particulier, privilégié l'un par rapport à l'autre. »

On peut d'ailleurs comparer l'intransigeance US à l'égard d'une solution négociée au conflit du Golfe avec l'attitude de l'administration US lors de l'intervention contre le Nicaragua. Le Conseil de sécurité de l'ONU vota une résolution, le 2 avril 1982, qui condamnait implicitement l'intervention américaine contre le Nicaragua. La délégation US opposa son veto en déclarant que la résolution remettait en cause « la recherche de la paix » et sapait « le système inter-américain » qui doit traiter ces questions sans interférence de l'ONU. « Les USA ont réclamé au Moyen-Orient exactement le contraire de ce qu'ils avaient défendu pour le Nicaragua », écrit Michel Collon.

Aux États-Unis, un conglomérat aussi important qu'hétéroclite de personnalités politiques de tous bords s'opposait au projet d'intervention militaire de Bush. Cette opposition débordait largement tous les clivages politiques : c'étaient des démocrates radicaux, conservateurs ou modérés, des républicains conservateurs ou d'extrême droite. Il y avait huit sur neuf anciens secrétaires à la défense, dont l'ancien secrétaire à la défense de Reagan. Il y avait deux anciens chefs d'état-major. Egalement, 90 % des experts américains et européens du monde arabe étaient opposés au projet. La guerre du Golfe a été la guerre de George Bush.

Le rejet de toute négociation s'inscrit dans le projet de l'impérialisme américain de s'implanter dans la région, et qui nécessite une guerre pour justifier l'envoi massif de troupes.

La quatrième armée du monde

Des militaires français que nous avons interrogés à l'époque, connaissant bien l'Irak pour y avoir de longue date vendu des

armes, ne prenaient pas du tout au sérieux cette « quatrième armée du monde » qu'on nous présentait comme un épouvantail.

La mystification la plus importante de cette guerre se trouve en effet dans l'amalgame qui a été fait tout au long du conflit entre la puissance militaire, la force de frappe et l'organisation de l'armée de Saddam Hussein et celles d'une armée d'une grande puissance industrielle (le million de soldats, la quatrième armée du monde, le matériel sophistiqué,...).

On comprendra que les journalistes n'aient rien vu, puisque la plupart d'entre eux ne sont payés que pour montrer ce qu'on leur dit de montrer. Il aurait suffi d'interroger des spécialistes du Moyen-Orient (des vrais, pas des spécialistes autoproclamés), mais ceux-là, on les a tenus soigneusement à l'écart. Il aurait suffi d'ailleurs aux journalistes d'interroger le personnel technique ou commercial de retour d'Irak, constitué, pour une bonne part, d'anciens officiers de l'armée ou de l'aviation, pour apprendre que :

1. – L'armée irakienne était incapable de mener simultanément plusieurs opérations un tant soit peu complexes, nécessitant un minimum de coordination entre les différentes armes, comme par exemple un mouvement de troupes et de blindés combiné avec des tirs d'artillerie et une couverture aérienne ;

2. – L'armée irakienne était handicapée par des problèmes graves en matière d'intendance, de transports, d'approvisionnements, ce qui lui interdisait toute opération un tant soit peu longue.

Ces deux constats disqualifiaient donc totalement l'armée irakienne, malgré sa taille (par ailleurs largement surévaluée), comme armée capable de se mesurer effectivement à un adversaire réellement efficace. D'ailleurs, la simple constatation de faits antérieurs à l'occupation du Koweït aurait pu suffire à remettre les pendules à l'heure : les lamentables performances de l'armée irakienne pendant la guerre avec l'Iran (Saddam Hussein dut par exemple aligner 200 000 hommes pour reprendre la péninsule de Fao tenue par 15 000 Iraniens).

L'armée irakienne était capable de massacrer les Kurdes avec facilité ; contre l'Iran elle n'a pu vaincre que grâce au soutien des

capitaux des puissances industrielles et des émirats, et aux fournitures d'armes ; contre l'armée d'un pays industriel développé, lequel par ailleurs lui coupait capitaux et fournitures de matériel, elle n'avait aucune chance, et les dirigeants politiques et militaires occidentaux le savaient, bien qu'ils aient constamment entretenu dans l'esprit des populations la possibilité d'une confrontation importante.

Aux réserves mentionnées ci-dessus, il faut ajouter qu'une armée équipée de matériel sophistiqué doit maîtriser parfaitement à la fois les technologies employées et la logistique, c'est-à-dire l'ensemble des opérations liées à l'entretien, aux réparations, à la fourniture des pièces de rechange, ce qui n'était pas le cas de l'armée de Saddam Hussein à cause du blocus. Précisons enfin que si le matériel dont disposait l'armée irakienne provenait des pays industrialisés, et pouvait donc impressionner, c'était un matériel obsolète par rapport à celui dont ses fournisseurs disposaient pour eux-mêmes : les marchands d'armes institutionnels que sont les Etats occidentaux ne font pas l'erreur de vendre au tiers monde des matériels de dernière génération. Il faut quand même garder une sérieuse avance technologique.

Quelques professionnels cependant ne furent pas dupes : Georges Sitbon, dans le *Nouvel Observateur*, s'interroge : « La quatrième armée du monde aurait-elle été créée de toutes pièces pour le bourrage de crâne ? » (*Nouvel observateur* du 28 février 1991.) De même, un colonel écrit dans *Libération* du 27 février 1991 :

« De cette inaptitude au combat, les services de renseignement américains, en particulier le DIA (Defence intelligence agency) étaient évidemment conscients. Mais la faiblesse considérable de l'armée irakienne n'était pas chose avouable... Pour qu'une guerre entre les immenses États-Unis et le petit Irak soit acceptable pour l'opinion occidentale, il fallait que Saddam Hussein soit représenté comme un abominable dictateur, ce qu'il est assurément, et son armée comme une redoutable puissance, ce qui est manifestement faux. »

Ce colonel ajoute : « Les États-Unis ont estimé nécessaire de monter une entreprise de désinformation destinée à faire apparaître les Irakiens comme plus forts qu'ils ne l'étaient en réalité. L'étonnant est que cette manœuvre ait pu, en France, n'avoir été perçue que par de très rares observateurs. » Il est vrai que ces deux commentaires ont été faits tardivement, à un moment où l'incapacité de l'armée irakienne était devenue flagrante. Si donc on peut débattre des intentions impérialistes de Saddam Hussein, il faut le faire à la lumière des quelques précisions faites ci-dessus, et non à partir d'arguments qui relèvent plus de la propagande (ou de la bêtise) que de l'analyse. Il est évident que la surévaluation de l'armée irakienne avait pour but de justifier l'ampleur des opérations militaires et des bombardements.

Ainsi, dès le mois d'août 1990, Dick Cheney annonçait comme certaine la présence au Koweït de 540 000 Irakiens, *avant-garde* de la quatrième armée du monde. Jusqu'au déclenchement de l'offensive terrestre, ce chiffre allait être tenu pour acquis par tous les commentateurs, avant qu'on ne se rende compte que les effectifs déployés ne dépassaient pas 250 000 hommes. Explication, une dépêche du 3 mars : « Le général Norman Schwarzkopf a remercié la presse pour avoir grossi les effectifs américains au début de leur déploiement et les effectifs irakiens au Koweït. »

Le Nouvel ordre mondial

Le Nouvel ordre mondial est-il un ordre de nature différente de celui qui dominait avant la guerre du Golfe ? Il est certain que l'expression Nouvel ordre mondial est essentiellement une mystification. Il n'y a là de nouveau que certaines formes qui peuvent varier, ou qui ont tout simplement évolué.

L'expression fut employée pour la première fois en 1990 par George Bush père devant le congrès américain : « Un nouvel ordre mondial peut émerger ; une nouvelle époque, plus libre de menaces et de terreurs, plus forte dans la quête de la paix, une ère dans laquelle les Nations du monde – Est et Ouest, Nord et Sud – peuvent prospérer et vivre en harmonie. »

Ce jour-là n'était pas un jour ordinaire : c'était le 11 septembre – déjà... Onze ans plus tard, le 11 septembre 2003, le fils de ce même président va rejouer la guerre que son père n'avait pas menée à son terme.

George Bush père avait appelé les Chiites, majoritaires dans le pays, à se révolter contre le régime – ce qu'ils avaient fait – puis il les avait abandonnés à leur sort, ne tenant manifestement pas à voir s'installer en Irak un régime dominé par

Considérée du point de vue américain, la guerre du Golfe a été une simple opération de canonniers typique des relations entre métropoles et colonies au XIX^e siècle, mais avec des moyens considérablement plus importants, et avec comme enjeu l'hégémonie des intérêts américains sur l'ensemble des matières énergétiques et des matières premières.

La seule originalité de la situation réside dans l'élimination de la bipolarisation des relations internationales. L'effondrement du bloc soviétique a placé les États-Unis dans la situation de revendiquer le leadership unique de la planète. Mais les États-Unis ne pouvaient plus dominer sur le plan industriel à cause de la récession, du déficit chronique du budget, du déficit de la balance commerciale, de la faible productivité du travail.

Ils ne pouvaient plus dominer sur le plan financier à cause de la crise colossale des institutions financières, de la concurrence du Japon et de l'Europe ; ils ne pouvaient plus dominer sur le plan technologique à cause du gaspillage de la recherche-développement dans les secteurs militaires improductifs (il faut rappeler que les gadgets militaires avec lesquels les Américains ont fait joujou, et qui ont tant impressionné nos présentateurs de télé, avaient été mis en chantier voici dix ou vingt ans, avant même la présidence de Reagan). Les États-Unis ont donc tablé sur leur supériorité militaire pour affirmer leur domination non seulement sur le tiers monde, mais aussi sur tous les États industrialisés dont les gouvernements ont si obligeamment décidé de collaborer à une opération qui allait entériner leur soumission au Nouvel ordre mondial. Car le Nouvel

ordre mondial n'assujettit pas seulement de façon encore plus ferme le tiers monde aux intérêts de l'impérialisme américain, il assujettit aussi les nations industrialisées.

La position américaine concernant l'unification européenne est parfaitement résumée par James Chace, rédacteur en chef de *Foreign affairs*, revue de l'establishment américain. Il écrit en juin 1990 dans *International Affairs*, magazine des affaires en Europe, un article où il évoque un spectre effrayant pour les Américains, celui « d'une place forte européenne dominée par de grands groupes industriels capables d'éliminer toute concurrence sur leurs marchés. Au cas où cela se produirait, les États-Unis courraient des risques énormes (...) L'éventualité de la construction d'une défense pan-européenne autonome ne pourrait qu'affaiblir la puissance et l'influence des États-Unis (...) Washington désire désespérément demeurer en Europe (...) Les USA doivent rester une puissance en Europe au sens fort du terme, politiquement, militairement et économiquement, affirmait le président Bush dans un discours du mois dernier. »

Si la guerre du Golfe a été la remise au pas d'un potentat local indiscipliné, elle a aussi été un avertissement aux autres dirigeants du tiers monde qui seraient tentés de mener une politique contraire aux orientations du centre impérialiste. L'objectif recherché était d'obliger l'Irak, et à travers l'Irak, tous les autres pays du tiers monde, potentiellement, à se subordonner aux mécanismes financiers et commerciaux du pillage du tiers monde.

Les pays du tiers monde producteurs de matières premières et énergétiques doivent se soumettre aux mécanismes des prix contrôlés par les puissances occidentales ; ils n'ont pas le droit de tenter de s'y soustraire. Ils doivent décider des orientations de leur production agricole en fonction des intérêts impérialistes. Ils doivent s'intégrer au circuit monétaire international en vendant leur production agricole sur le marché, aux prix fixés par les métropoles industrielles, afin d'acheter ensuite les produits manufacturés par les métropoles. Si les prix des produits manufacturés augmentent considérablement plus vite que ceux de leurs propres productions agricoles, les pays du tiers monde n'ont pas le droit de protester, ils n'ont qu'une solution, produire et vendre plus, c'est-à-dire en

définitive encore moins cher, puisque tous les autres producteurs de produits de base en faisant autant, il y a surproduction...

Toutes les tentatives d'indexer les prix des matières premières extraites dans le tiers monde sur ceux des produits manufacturés par les pays industriels se sont heurtées à l'opposition très ferme des puissances industrielles : c'est cela, l'ordre mondial, l'établissement d'un type de relation qui maintient inexorablement le sous-développement.

Dans les années 70 eurent lieu des débats sur la nécessité d'établir un « nouvel ordre économique international ». Les pétromonarchies s'alignèrent évidemment sans nuances sur les intérêts des pays industriels. Les États-Unis, le Japon, la RFA refusèrent le principe d'une stabilisation des prix des matières premières et de leur réajustement régulier à l'évolution des prix internationaux. Au début des années 70, l'OPEP avait tenté sans succès d'obtenir des compagnies pétrolières des mécanismes d'indexation des prix pétroliers sur l'inflation et les fluctuations de la valeur des principales devises des pays industrialisés. Échouèrent également la tentative de régler le commerce du pétrole par des accords à long terme entre producteurs et consommateurs : les États-Unis s'y opposèrent farouchement.

Les pays du tiers monde ne doivent en aucun cas parvenir à une autosuffisance alimentaire qui leur permettrait d'atteindre une indépendance alimentaire ne serait-ce que relative, qui priverait les puissances industrielles de la possibilité de vendre au tiers monde leurs propres excédents agricoles. Enfin, l'idéologie libérale devenant le dogme absolu, les États du tiers monde doivent supprimer toutes les barrières qui protégeaient leurs propres produits (et par là leurs propres populations) sur les marchés intérieurs, pour les livrer à la concurrence des produits des pays industrialisés.

En résumé, les États-Unis poursuivent les objectifs suivants :

1. Profiter de l'effondrement de l'Union soviétique et de son ralliement au « monde occidental », c'est-à-dire profiter de la fin de la bipolarisation de la politique internationale, pour se transformer en leader unique et incontesté de la planète. Le Conseil de sécurité

de l'ONU est l'instrument qui fournit à cet objectif sa légitimité internationale, il constitue peut-être en outre un embryon de futur « gouvernement mondial », dominé par les États-Unis, et source unique de légalité.

2. Instaurer une logique de guerre nouvelle en substitution à l'ancienne, en changeant l'orientation de celle-ci : d'Est-Ouest, elle devient Nord-Sud. Cette logique de guerre substituée à un conflit global avec l'ancien ennemi communiste une multiplication de conflits locaux avec le tiers monde. Elle permet en outre de conjurer le spectre de la récession par la fuite en avant dans le domaine militaire, le seul où les États-Unis restent compétitifs.

3. Liquider toutes les tentatives d'hégémonie régionale faites par des pays du tiers monde qui seraient en mesure de le faire ; liquider tous les pays du tiers monde qui proposeraient un modèle de développement en opposition avec les intérêts de l'impérialisme ; liquider toute tentative qui, dans le tiers monde, pourrait aboutir à un contrôle, par une bourgeoisie nationale, des ressources du pays concerné, ou qui pourrait conduire à l'élaboration d'orientations politiques indépendantes des intérêts de l'impérialisme.

4. Empêcher à tout prix la constitution d'un bloc de pays du tiers monde sur le modèle du bloc des non-alignés qui emporterait la sympathie de l'opinion mondiale mais qui aboutirait à une renégociation à la fois de la dette et des termes – catastrophiques pour le tiers monde – de l'échange Nord-Sud, et qui, de plus, remettrait inévitablement en cause l'accaparement par les Occidentaux, États-Unis en tête, de la rente pétrolière.

5. Subordonner les impérialismes concurrents – européens et japonais – en contrôlant leurs approvisionnements de pétrole, en cassant leur influence et en les supplantant dans les pays arabes en particulier, et dans le tiers monde en général.

Il nous faudra nous souvenir de ce que disait l'écrivain syrien Burhan Ghalioun mars 1991 : « Nous nous souviendrons de la guerre du Golfe comme d'une répétition générale inaugurant l'ère de grands affrontements qui vont modifier radicalement, et plus tôt que nous ne le pensons, les données stratégiques mondiales, en particulier dans le bassin méditerranéen. Sortant nécessairement

diminué et amoindri, politiquement et économiquement, de cette dernière épreuve mondiale, le monde occidental fera difficilement face à la montée irrésistible, matérielle et morale, de ce monde pauvre qui n'a réellement plus rien à perdre. » (Burhan Ghalioun, « le Golfe en conflits », *L'événement européen*, mars 1991/13.)

Conclusion

A la fin de sa vie, en pleine période de réaction consécutive à l'écrasement de la Commune, Bakounine, découragé, écrit une lettre à Élisée Reclus dans laquelle il constate que la période est aux « évolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles ». « Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire. Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement aux lieutenants de tous les pays. Et pour attaquer cette forteresse inexpugnable, qu'avons-nous ? les masses désorganisées. »

C'est un peu l'impression que la guerre du Golfe a laissée à bien des militants révolutionnaires, non pas par l'échec de la tentative d'annexion du Koweït, qui fut une rapine étatique comme n'importe quelle autre, mais par la disproportion de la réplique des puissances impérialistes et l'impuissance à imposer une autre solution au conflit.

D'une façon plus générale s'est posée la question de fond suivante : que peut-on faire contre la politique de prédation menée par l'impérialisme ? Le sujet mériterait évidemment d'être développé, mais on peut envisager quelques lignes directrices.

S'opposer à l'impérialisme n'est plus un problème de choix politique mais un problème de survie pour la planète entière. Il s'agit de s'opposer aux modes de consommation dominants dans les pays industrialisés. Dans les années 50 et 60 on nous disait que les pays du tiers monde devaient tout simplement imiter les pays développés et qu'ils atteindraient ainsi le même niveau de vie. On sait maintenant que les pays industrialisés n'ont un niveau de vie élevé (sauf pour une frange grandissante d'exclus...) que par le pillage des ressources du tiers monde.

Il faut donc habituer les ressortissants des pays industriels à l'idée qu'ils auront un jour à modifier radicalement leur façon de consommer. Il faut leur faire comprendre que leur niveau de vie, ou ce qu'ils croient être des éléments importants de leur niveau de vie – le choix entre 25 marques de lessive, 10 options différentes de la même voiture, etc. – devra être révisé à la baisse. Mais c'est aussi l'idée même de développement qu'il faut remettre en cause. François Partant disait dans une interview qu'il avait accordée au *Monde Libertaire*, en 1984 : « Si un peuple du tiers monde parvenait à se débarrasser de son pouvoir étatique et de ses élites occidentalisées, croit-on qu'il choisirait la voie de développement qui est la nôtre ? Qu'il produirait ce que nous produisons dans les conditions où nous produisons ? »

- Lorsque Bush déclare, à l'occasion du sommet de Rio, qu'il ne signera pas un texte « qui serait trop onéreux pour les hommes d'affaires » (*New Scientist*, 7 mars 1992) ; lorsque M. Laurence Summers, haut fonctionnaire de la Banque mondiale, déclare que le tiers monde est en état de sous-pollution, signifiant par là qu'on peut lui envoyer nos merdes ; ou lorsqu'on se rend compte que la déforestation du Brésil est une opération qui a été soutenue par la Banque mondiale, on comprend que si l'écologie ne s'inscrit pas, sans ambiguïté, dans la lutte anti-impérialiste, elle n'a plus aucun sens.

La lutte anti-impérialiste est donc d'abord un travail à faire dans les métropoles industrielles, auprès de la population. Dans la mesure où la première arme, et la plus efficace, de l'impérialisme est le contrôle de l'information, c'est sur ce terrain-là qu'il nous faut avant tout agir.

- Le deuxième point sur lequel devrait s'appuyer la lutte anti-impérialiste est le développement des solidarités directes. Par là nous entendons non pas l'aide abstraite à travers des organismes spécialisés et « professionnalisés », fussent-elles des ONG, mais une aide à petite échelle entre personnes ayant des contacts directs.

L'exemple des sacs de riz ramassés dans les écoles à l'initiative de l'inévitable Kouchner, lors de la famine qui a sévi en Somalie, est

caractéristique. Ce fut une opération médiatique formidable, et réussie (une initiative de la même sorte pour nos propres exclus aurait-elle marché aussi bien ? Mais elle fut dans un sens catastrophique. Il a existé de nombreux cas où une « aide » occidentale pleine de bonne volonté, en inondant un pays pauvre de riz ou de blé, a ruiné la production agricole locale. Il aurait été bien plus profitable (pour les populations des pays de la région, sinon pour l'image de Kouchner) d'acheter dans une région de la Somalie non touchée par la famine du blé ou du riz, pour le donner aux affamés.

Aujourd'hui, par des contributions multiples en vue du soutien à un projet précis dans un village, contributions qui sont chacune à petite échelle mais qui représentent globalement une masse considérable, les immigrants africains obtiennent des résultats incomparablement supérieurs à toute l'aide qui passe par les canaux officiels. Ils court-circuitent à la fois ces canaux officiels et l'État du pays vers lequel l'aide est acheminée.

De telles pratiques doivent être développées, non seulement parce leurs résultats sont tangibles, mais parce qu'elles démontrent l'efficacité de l'action directe, c'est-à-dire l'action directement exercée par les intéressés ; parce qu'elles font la démonstration de la solidarité fondamentale des populations du tiers monde et de celles des pays industriels.

- Si, ponctuellement, les militants révolutionnaires doivent s'organiser pour s'opposer à toute intervention militaire, ou tout acte de prédation quel qu'il soit, notre activité sur le long terme devrait être orientée vers le soutien à tout mouvement populaire revendiquant de meilleures conditions de travail, de vie. Très égoïstement, plus les salaires des travailleurs du tiers monde seront élevés, moins les entreprises occidentales seront tentées de s'y implanter... Au-delà de cet aspect-là, de la même façon que les multinationales tentent d'orienter à la baisse les revenus et les conditions de travail des salariés des pays industriels vers ceux des pays du tiers monde, nous devons revendiquer le contraire.

Mais surtout, il nous paraît essentiel que les pays du tiers monde puissent réaliser leur autosuffisance alimentaire. C'est sans doute là le point le plus important, car c'est à cette seule condition qu'ils pourront résister à l'emprise impérialiste. Rappelons que les pays arabes importaient en 1989 pour 25 milliards de dollars de produits alimentaires, et que la prévision pour l'an 2000 est de 40 milliards. La destruction de l'infrastructure agricole de ces pays, la liquidation de la paysannerie, la perte du savoir faire ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques. Un journaliste algérien nous a rapporté qu'en Algérie on est obligé de faire venir d'Italie des gens qui savent comment tailler les oliviers...

C'est sans aucun doute la principale leçon de la guerre du Golfe, ou plutôt du blocus imposé à l'Irak. La production agricole du pays, avant la guerre, fournissait 30 % des besoins de la population. Les rations fournies à la population par l'État, pendant le blocus, suffisaient à 30 % des besoins de la population. La conclusion est simple. Un pays du tiers monde détenteur de matières premières ou énergétiques, ou producteur de produits agroalimentaires de base, et autosuffisant sur le plan alimentaire, n'est plus un pays dépendant. Mais une telle possibilité reste une simple hypothèse, en ce sens que le maintien en place de pouvoirs étatiques pérennise une situation de dépendance envers l'aide extérieure, donc le sous-développement.

La misère du tiers monde est moins due à la faible rémunération de la force de travail qu'à son insertion dans le marché mondial, dans un système de concurrence internationale face auquel les pays sous-développés n'ont aucun moyen de défense. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si les programmes d'ajustement structurels stipulent systématiquement l'ouverture des marchés à la concurrence étrangère.

Aujourd'hui, c'est la notion même de tiers monde qui doit être reconsidérée. Le terme reste peut-être adéquat, mais c'est son contenu qui devrait être complété. Le tiers monde occupe maintenant une partie importante des pays « développés » eux-mêmes. Il suffit d'aller en Lorraine, dans le Nord de la France, dans le Nord des îles Britanniques pour s'en convaincre. Il suffit de considérer la masse grandissante des chômeurs, des exclus, des sans-domicile fixe, la galère des banlieues dans nos sociétés

industrielles. Ceux-là font partie du tiers monde aussi. La société capitaliste, après avoir étendu son emprise sur les pays du tiers monde, crée le tiers monde dans son propre sein. Il n'est plus besoin pour une entreprise cherchant à minimiser ses coûts salariaux de déménager pour aller s'implanter en Corée ou en Malaisie, il lui suffit d'aller en Écosse. Les problèmes des exclus du développement, qu'ils soient dans le tiers monde ou sur notre propre sol, sont fondamentalement solidaires. Il serait temps d'en tirer les conclusions pratiques.

Terminons par un peu d'utopie :

« Les hommes sont devenus interdépendants à l'échelle planétaire, mais par le biais des États-nations qui les regroupent et dont les intérêts sont concurrents, contradictoires ou tout à fait antagoniques. Si bien que chaque fois que nous prenons position en faveur d'un groupe social dont les intérêts nous semblent légitimes – mais qui ne sont légitimes que dans le cadre organisationnel du monde tel qu'il se présente aujourd'hui –, nous prenons implicitement position contre autrui, autrui pouvant être d'autres groupes sociaux ou d'autres nations.

« Pour échapper à cette problématique malsaine et même absurde (dont les pouvoirs d'État sont eux-mêmes prisonniers), il faudrait sortir de ce cadre organisationnel, celui de la nation divisée en classes et celui du monde divisé en États-nations hiérarchisés. C'est ce que devraient faire les chômeurs... Au lieu d'essayer de survivre à la frange de la collectivité nationale, ils devraient s'organiser pour vivre de leur travail, comme les peuples du tiers monde devraient eux-mêmes le faire s'ils pouvaient s'exclure du système économique mondial. Ils devraient concevoir un développement autonome (encore que le terme de développement ne soit pas celui qui convient), sans tenir compte des normes de production qui prévalent en France et dans le monde. Faisant eux-mêmes ce que la majorité de la population mondiale devrait faire pour échapper à la misère, ils agiraient conformément aux intérêts de cette majorité. Ils auraient alors à mettre en œuvre un schéma politique, inspiré par un souci de justice et du bien commun à l'échelle où les hommes

sont interdépendants, un peu comme le socialisme prétendit pouvoir le faire à l'époque où il se voulait internationaliste, mais à partir d'une meilleure analyse de la réalité et d'une meilleure définition de l'objectif à poursuivre collectivement. Car cet objectif ne peut pas être celui du capitalisme et du socialisme, à savoir le développement des forces productives. »

« Quant au schéma politique, il ne peut être que de type libertaire, il doit exclure les rapports de domination et les relations de pouvoir. C'est la condition pour qu'il soit généralisable. » (François Partant, interview au *Monde Libertaire*, 1984).